

**Mission d'étude
Du Mouvement de la Paix (France)**

En Europe du Sud-Est

Situation des populations et place de la société civile

*Du 29 novembre au 12 décembre 2001
(Croatie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Voïvodine et Serbie)*

Déa RETY

Auteur – Chercheur
Diplômée du Centre d'Etudes
Diplomatiques et Stratégiques
Membre du Mouvement de la Paix

Patrick SIMON

Membre du Bureau National
Du Mouvement de la Paix et
Directeur - Adjoint de l'Institut de
Documentation et Recherches sur la Paix

1. Rappel des objectifs de la mission

Le 20 juin 1999, au sortir de la guerre au Kosovo, un appel¹ de plusieurs organisations et personnalités de l'Europe du Sud-Est et de France est lancé de Skoplje. Ses cosignataires souhaitaient que la stabilisation, la reconstruction et le développement de toute la région se réalisent en y associant activement la société civile². Ils demandaient en outre :

- La création d'un fonds d'aide au fonctionnement et aux projets des Organisations Non Gouvernementales non nationalistes de l'Europe du Sud-Est pour dynamiser la vie démocratique et rendre aux populations la maîtrise de leur destin ;
- Des mesures de confiance au premier rang desquels d'importantes dispositions de désarmement généralisé, sous contrôle de l'ONU pour permettre la détente, le retour à une vie publique normale et à la sécurisation des minorités ethniques.

Il était enfin proposé de mettre en place un réseau de vigilance entre les ONG pour permettre le dialogue, la diffusion d'informations et la solidarité sur des actions sur le continent européen qui seraient déterminées d'un commun accord.

Mais pour aboutir à un tel projet il convenait de reprendre contact avec les ONG de l'Europe du Sud-Est. Une mission d'étude du Mouvement de la Paix a donc été planifiée pour la fin 2001. Cette mission avait pour but :

- D'évaluer la situation des populations ;
- De prendre le pouls des acteurs de la société civile locale, de connaître leurs objectifs actuels, leurs priorités ;
- De déterminer comment il est possible de mettre en œuvre, non seulement une réflexion commune mais aussi des stratégies communes.

Un courrier du Mouvement de la Paix est envoyé en ce sens en date du 16 octobre 2001³, adressé aux ONG partenaires ou potentiellement partenaires de l'Europe du Sud-Est et en particulier de Croatie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Voïvodine et Serbie.

Pour guider une réflexion commune, nous avons proposé à nos interlocuteurs d'aborder des questions comme :

- Comment peut-on favoriser à la fois la co-sécurité et le co-développement dans la région et sur le continent européen ?
- Comment chaque acteur apprécie-t-il les enjeux du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est, la place de l'ONU, de l'OTAN et de l'OSCE ?
- Comment renforcer le courant pour une culture de la paix ?

Trente-deux organisations ou structures ont été rencontrées par notre délégation entre le 29 novembre et le 12 décembre 2001. Ces rencontres ont eu lieu à Zagreb (Croatie), Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), Podgorica et Cetinje (Monténégro), Novi Sad, Tresnjevac, Backa Palanka, Zrenjanin (Voïvodine) et Belgrade (Serbie).

¹ Texte en annexe.

² Voici une définition intéressante du rôle de la société civile donnée par A. Najam, sociologue et économiste américain du Massachusetts Institute of Technology (" Understanding the Third sector : revisiting the Prince, the Merchant and the Citizen ", Non-profit Management and Leadership, volume 7, MIT Cambridge, 1996) : " Le modèle de la société civile, domaine du Citoyen à travers ses regroupements et, en tout premier lieu, ceux qui occupent une place essentielle : les associations, dont les actions sont généralement financées par les contributions volontaires (qui ne ressortissent donc pas du domaine du Prince - l'État) visent souvent à une certaine redistribution de biens (qui transcendent le domaine du Marchand), sont attachées à la défense des intérêts de leurs membres, partagent des valeurs au sein d'espaces de libre débat (au risque de se trouver en conflit avec le Prince et le Marchand). "

³ Texte en annexe.

2. Synthèse de la situation des populations

Croatie

La population croate semble surtout préoccupée par le projet d'entrée dans l'Union Européenne. Cependant, et bien que cet objectif soit très fort, l'idée largement partagée par nos interlocuteurs est qu'il ne faut pas tout attendre de l'extérieur mais qu'il convient de reconstruire soi-même le pays.

La question du retour des réfugiés est très sensible et souvent la nécessité de stabiliser la situation économique et sociale de la population locale est mise en avant en tant que préalable. Le Président Tudjman qui a procédé à l'implantation de catholiques dans des zones auparavant multiculturelles n'a pas facilité ce projet au sein des populations. Les rapports entre Croates et Serbes restent conflictuels malgré les discours officiels. En Croatie, il y avait environ 20 % de Serbes. Il n'en reste plus que 2 à 3 %. De même, les événements du 11 septembre 2001 ont ravivé un sentiment de rejet vis-à-vis des populations musulmanes.

Les droits des femmes demeurent un moteur pour l'activité de la société civile.

République Serbe

Une ambiance lourde se fait sentir. Certaines aberrations sont symptomatiques d'une sorte de vide institutionnel. Par exemple, avec un visa pour la RFY, et alors que l'on ne dispose pas de visa bosniaque, on peut se voir accorder une entrée dans cette zone par les policiers de la République Serbe ; ce qui revient à dire que ceux-ci bradent d'une part les lois de la Bosnie-Herzégovine et d'autre part se réfèrent lors de l'application aux lois de la RFY. D'autres aberrations, plus graves encore, témoignent d'un non-respect total du droit international, affiché, pour ainsi dire, avec fierté. C'est ainsi que, dans un café près de Foca, des portraits de Mladic et Karadzic sont exhibés sans la moindre dissimulation.

Le désir d'effacer les traces d'une histoire encore mal assumée est omniprésent : la plupart des indications en lettres latines sur les bâtiments publiques et les poteaux indicateurs ont été grossièrement arrachées ; n'ont été conservées et/ou mises à la place que des inscriptions en cyrillique.

Le salaire mensuel moyen dans cette république est d'environ 290 DM.

Fédération croato-musulmane de Bosnie-Herzégovine

Alors que de nombreuses usines sont à l'abandon, des voix s'élèvent pour dire que cette situation est maintenue dans le but que ces entreprises soient par la suite cédées pour une bouchée de pain aux investisseurs étrangers ou à ceux qui se sont enrichis pendant les années de guerre.

La BiH était exportatrice dans de nombreux domaines : charbon, sel, fer, transformation du bois, électromécanique, machines à commande digitale, chimie, véhicules et armement.

Le pays vit aujourd'hui d'économie de subsistance. La monnaie du pays a été remplacée par le DM convertible et l'incertitude demeure quant à l'arrivée de l'Euro. Aucune sensibilisation visible n'est faite à ce sujet, contrairement à ce qui se passe au Monténégro ou en RFY.

Le salaire mensuel moyen est actuellement d'environ 430 DM. Le chômage est évalué à 60 %. Un enseignant ayant 36 ans d'ancienneté touche une retraite de 237 DM.

Actuellement sont encore recensés vingt milles disparus dont la moitié à Srebrenica mais bon nombre de nos interlocuteurs insistent sur le fait qu'il faut prendre en compte tous les disparus, et non seulement ceux qui sont médiatisés.

Il semble également que la multiplication des mosquées nouvelles dont l'architecture n'est pas inspirée de l'architecture locale mais est copiée sur celle d'Arabie Saoudite soit plutôt mal vécue.

La réconciliation repose sur la reconstruction économique et le rétablissement du dialogue entre les communautés et du dialogue inter-religieux

Monténégro

Bien que non touché directement par les guerres, la région a subi les mesures d'isolement international. Le pays est en transition. L'enjeu majeur est le renforcement de la vie démocratique qui ne peut pas se faire sans une large participation des femmes à la vie publique. La situation des femmes et des enfants est emblématique de ce qui se passe dans la société. Ainsi, à titre d'exemple, une militante nous indique que le moyen contraceptif le plus employé reste l'avortement. Une attention particulière est accordée au développement d'un système éducatif et universitaire indépendant de la RFY.

Lutter contre la corruption est primordial mais il apparaît tout aussi important de mener à bien un travail sur la citoyenneté.

Un parlementaire du SDP, Ranko Krivokapic (membre de la coalition au pouvoir et membre du comité pour les droits humains) estime qu'il faut d'abord " construire le toit avant de meubler ". Et il ajoute que tant que le Monténégro ne sera pas souverain, il n'entrevoit pas la possibilité d'un vrai travail de structuration de la société.

Certains nationalistes se disent prêts à la guerre si la Serbie refuse la souveraineté du Monténégro. Ils espèrent l'appui des USA et de la Communauté européenne (ce qui ne semble pas acquis compte tenu des dernières déclarations de Javier Solana et de Jacques Chirac venus en RFY début décembre 2001).

Le salaire mensuel moyen est d'environ 250 DM et la classe moyenne est inexistante.

Le code pénal monténégrin permet de traduire des citoyens monténégrins devant le TPIY. Une association monténégrine, le CEDEM⁴ organise des séminaires avec des magistrats et des avocats sur les questions du droit individuel, celles du jugement équitable, de la coopération avec le TPIY et sur des systèmes de défense devant une telle juridiction.

Voïvodine

Une attention particulière est portée sur le dialogue inter-ethnique et inter-religieux compte tenu de la coexistence de nombreuses communautés (26 dénombrées officiellement) et de frontières avec la Hongrie, la Roumanie et la Croatie. Du fait des nombreuses migrations en cours, le recensement est encore aléatoire.

La démilitarisation de la région semble être une priorité car de trop nombreuses troupes séjournent en Voïvodine, y compris des groupes paramilitaires.

La région est en phase de transition mais la lenteur des réformes nécessaires pèse encore lourdement, d'où le souhait d'une plus grande autonomie vis-à-vis de Belgrade.

La situation des rivières polluées par les industries mobilise plusieurs associations écologistes, ce qui marque un souci environnemental.

Serbie

Le départ de Milosevic ouvre de nouvelles perspectives, avec à la fois une volonté d'entrer dans l'Europe en construction et de mettre en place des réformes nécessaires pour faire redémarrer l'économie et la vie sociale.

Le pays semble sortir d'une longue période d'autisme et il va falloir mobiliser beaucoup de ressources.

⁴ CEDEM : *Centre pour la Démocratie et les Droits humains*

La priorité est donnée à la situation économique et sociale de la population car une grande pauvreté existe (70 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté).

L'économie est détruite. Une étude fait apparaître un fort taux d'illettrisme, en particulier dans les zones rurales du sud de la Serbie. Selon certaines estimations, celui-ci atteindrait 30 % alors que 5 % seulement de la population posséderait un niveau universitaire.

Les réformes les plus attendues sont relatives à la justice, à la police, aux médias et à la constitution. Il sera également nécessaire de revoir les manuels d'histoire jugés par les démocrates comme étant de véritables manuels militaires préparant à la guerre. De même des projets sont à l'étude pour développer une alternative à l'institution académique.

Un sentiment négatif existe encore envers les minorités, ainsi que la persistance d'attitudes xénophobes et nationalistes. Une méfiance de tout ce qui vient de l'occident est encore très présente, résultat des propagandes antérieures alors qu'il est urgent de faire face à l'histoire. Tout cela n'est pas facile et le processus de réformes sera nécessairement long. Pour le moment, le sentiment général est surtout que Milosevic a perdu la guerre. Le chemin est donc long avant de pouvoir regarder l'histoire en face.

Liste des organisations rencontrées

Pays ou région	Organisation et interlocuteurs
Croatie	Zenska Akcija (Action des femmes de Rijeka) - Shura Dumanic
	CMS Centar za Mirovne Studije (Centre d'Etudes Pacifistes) - Vesna Terselic
	Dr Lino Veljak (Professeur de philosophie, membre du Cercle 99 de Sarajevo)
	ARK (Campagne anti-guerre)
Bosnie-Herzégovine	AMI (Institut d'Initiatives pour la Paix) - Sabina Krupic
	CNA – Centre pour les Actions Non-Violentes
	JOB 22 - Zdravka Jevtic-Garbo - (juge)
	Comité Helsinki de Sarajevo - Mustafa Cero
	Krug 99 Sarajevo (Cercle 99 – association des intellectuels indépendants) - Slavko Santic
	Zene Zenama (Les femmes pour les femmes) - Jadranka Milicevic
	Oci u Oci (Centre pour le dialogue inter-religieux) - Karin Kaufmann Wall et Josip Katavic
Monténégro	Zenski Klub Princeza Ksenija (Club des femmes “ Princesse Ksenja ”) - Gordana Mugosa
	CEDEM Centar za Demokratiju i Ljudska Prava (Centre pour la démocratie et les droits humains) - Srdjan Darmanovic
	Parti SDS du Monténégro - Ranko Krivokapic - (vice président)
	Collectif des ONG de Cetinje - Velizar Veso Roganovic
	Association des femmes de Cetinje

Voïvodine	Mouvement pour la paix de Pancevo - Mirko S. Mandrino
	Panonska Zora de Zrenjanin (L' Aube de Panonie) (Mouvement écologiste) - Prof. Vukoman Maksimovic
	Drustvo za Toleranciju Backa Palanka (Société pour la Tolérance de Backa Palanka) - Zdravko Marjanovic
	Radio Fedra à Backa Palanka
	RTV de Novi Sad - P. Jovanovic, D. Granja, M. Nedeljkov, D. Pop
	Vojvodanski Pokret – Mouvement de Voïvodine ; Centre d'études libérales de Voïvodine - Dr. Miroslav Ilic
	Office de Voïvodine du Comité Helsinki de la Serbie - Pavel Domony
	“ République Spirituel Zitzer ” de Tresnjevac - Vilmus Almasi
	Radio Fedra de Zrenjanin
	Coordinatrice des ONG de Zrenjanin - Biljana Stajic
Serbie	Grupa 484 - Vesna Golic
	Zene u crnom (Femmes en noir) - M. Rakacha
	Cercle de Belgrade - Jelisaveta Blagojevic
	Comité Helsinki de Belgrade - Milanna Saponja – Hadzic
	Beogradski centar za ljudska prava (Centre belgradois pour les droits humains) - Dr. Dimitrijevic - - Ruzica Zarevac et Borko Nikolic
	Centre anti-guerre de Belgrade Irina Subotic

3. Synthèse des préoccupations des ONG rencontrées⁵ dans l'Europe du sud-est

Préoccupations et priorités	Croatie	Bosnie-Herzégovine	Monténégro
- Rappports entre les républiques ou régions issues de l'ex-Yougoslavie	- Processus de “ vérité dialogale ” selon Vesna Terselic sur le passé et sur tous les criminels - Dénoncer les nationalismes - Activité de médiation entre les communautés	- Arrêter les criminels de guerre pour faciliter le travail de réconciliation - Développer le dialogue inter-religieux	- Volonté générale d'aboutir à la souveraineté (un référendum est prévu en avril 2002) et souhait que cela se fasse sous la forme d'un compromis avec la Serbie
Contrôle civile de l'armée et projet de démilitarisation	- Contribuer au travail législatif pour un contrôle civil de l'armée	- Permettre l'objection de conscience et réduire la durée du service militaire	- Initiative sur l'objection de conscience
Droits humains	- Le retour des réfugiés et déplacés est soumis à la condition d'une vie économique et sociale stabilisée - Lutter contre les discriminations et les violences domestiques est une priorité qui favorisera le combat pour les droits humains en général	- Grande préoccupation concernant la question des disparus - Une campagne est en cours sur les violences sexuelles subis par les fillettes et les jeunes femmes - La défense des droits des femmes développera une logique globale de défense des droits humains - Organisation de centres d'études indépendants des pouvoirs.	- Une campagne est en cours sur les violences sexuelles subis par les fillettes et les jeunes femmes (une fille sur trois) - Une action de solidarité se mène autour des 700 réfugiés et déplacés.
Participation de la société civile à la vie publique et aux questions de développement.	- Favoriser les tendances démocratiques - Rester vigilant quant au retour éventuel des nationalistes, dénoncer les pratiques mafieuses. - Politique des petits pas pour contribuer au travail législatif sur des bases de défense des droits humains et d'une culture de la paix. - Admettre que les solutions ne pourront pas venir de l'extérieur.	- Environ 60 % d' ONG créées dans des actions d'urgence ont disparu et/ou leurs actions n'ont pas actuellement de lisibilité - La démarche citoyenne est encore faible car un certain nombre d'associations raisonnent en fonction d'appartenance ethnique - Dénoncer les nationalismes et fondamentalismes de tout bord. - Nécessité de reconstruire les infrastructures économiques et sociales : ne pas perdre de temps si nous voulons pouvoir vivre ensemble	- 1500 ONG existe au Monténégro - Un travail en cours sur les questions écologiques - Un texte de loi sur les associations a fait l'objet de négociations entre le Gouvernement et la société civile qui a pu y contribuer

⁵ Précision : il s'agit d'éléments recueillis auprès des ONG rencontrées. Ce n'est pas forcément le point de vue général des ONG du pays concerné.

Préoccupations Et priorités	Croatie	Bosnie-Herzégovine	Monténégro
- Développer une culture de la paix	- Travail de sensibilisation auprès des gens et des jeunes recrues (en particulier à une alternative aux violences). - Travail éducatif destiné aux enfants et aux jeunes sur les questions de la non-violence et du respect de l'altérité.	- Des actions de monitoring pour renforcer la résolution des conflits et développer une culture de la paix dans toute la société. Mise en réseau horizontal pour partager des expériences et démultiplier la démarche. L'idée d'ensemble est de transformer cela en attitude concrète dans la vie au quotidien.	Un travail sur la société civile est en cours et se développe sur la base de l'éducation civique et non violente (90 % des ONG fondées en opposition à la guerre).
Point de vue sur les accords de paix	Besoin de réviser les accords de Dayton ; - Abolir les visas entre les républiques de l'ex-Yougoslavie	Les accords de Dayton ont figé la situation issue de la guerre - absurdité des visas entre les pays issus de l'ex-Yougoslavie	
Point de vue sur le Pacte de stabilité	Opacité de la structure, tout comme sur celles de l'Union Européenne. Sentiment que seuls des projets de type humanitaire et limités dans le temps sont pris en compte.	- Inefficacité du pacte pour les populations civiles et n'a pas généré la conscience de développement nécessaire pour structurer la vie économique et sociale	
Point de vue sur l'OSCE	Programmes limités à l'éducation	Les ONG se sentent limités sur les seuls programmes humanitaires et de courte durée.	
Réflexions autour de la société civile	- Rôle critique et correctif du pouvoir - Rôle à jouer pour recréer le dialogue entre les gens	Besoin d'avoir un caractère multiethnique dans les associations pour que la société civile puisse contribuer à une citoyenneté	Porter les valeurs de vie et appeler à une issue sans violences du référendum
Mise en réseau	Intérêt pour la démilitarisation de la Méditerranée	Actions pour la résolution des conflits et pour une culture de la paix par la démultiplication des expériences	Actions pour la résolution des conflits et pour une culture de la paix par la démultiplication des expériences

Préoccupations et priorités	Voïvodine	Serbie
- Rapports entre les républiques ou régions issues de l'ex-Yougoslavie	- Développer le dialogue inter-ethnique et inter-religieux - Volonté d'autonomie face au centralisme de Belgrade	- Nécessité de réviser les manuels d'histoire - Regarder par rapport aux autres, pas seulement par rapport à soi
Contrôle civil de l'armée et projet de démilitarisation	- Projet " Adieu aux armes " et demande de démilitarisation de la région. Ce processus permettrait de revitaliser économiquement la région - Faire un premier pas pour permettre l'objection de conscience	- Besoin du contrôle civil sur l'armée et le budget militaire. - Démilitarisation de la conscience de la population
Droits humains	- Une campagne est en cours sur les violences sexuelles subis par les fillettes et les jeunes femmes	- Une campagne est en cours sur les violences sexuelles subis par les fillettes et les jeunes femmes - Des actions solidaires en direction des réfugiés et déplacés (700 dénombrés) - Organisation de centres d'études et universitaires indépendants des pouvoirs.
Participation de la société civile à la vie publique et aux questions de développement.	- Développer une société civile basée sur un rapprochement avec les populations ; nécessité de rendre transparent et intègre le fonctionnement des associations. - développer des actions sur l'écologie	- 16000 ONG existent et une structure d'échange avec des ONG internationales est en place. - Pas de démocratie sans démocrates et sans une société civile forte et indépendante des pouvoirs. - Besoin d'une loi structurant la société civile.

Préoccupations Et priorités	Voïvodine	Serbie
- Développer une culture de la paix	- Développer le dialogue inter-ethnique et inter-religieux - Volonté d'autonomie face au centralisme de Belgrade	- Les ONG travaillent en direction d'une éducation civique et non violente, en particulier en direction de la jeunesse.
Point de vue sur les accords de paix		- Reconnaître les frontières pour pouvoir les gommer dans les rapports entre les pays issus de l'ex-Yougoslavie
Point de vue sur le Pacte de stabilité	- Une campagne est en cours sur les violences sexuelles subis par les fillettes et les jeunes femmes	- Souhait de participer à l'intégration européenne et de bénéficier du Pacte de stabilité.
Point de vue sur l'OSCE		Des contacts mais qui ne débouchent sur rien de concret
Réflexions autour de la société civile	- Développer des valeurs éthiques et prendre en compte l'environnement	- Rendre la société civile plus lisible et plus visible
Mise en réseau	- Actions pour la résolution des conflits et pour une culture de la paix par la démultiplication des expériences	- Actions pour la résolution des conflits et pour une culture de la paix par la démultiplication des expériences - démilitariser les consciences

4. PRESENTATION DES ONG DE L'EUROPE DU SUD-EST ET DE LEUR ACTIVITES

4.1. Rencontre avec Vesna Terselic (*Centar za Mirovne Studije (CMS) - Centre d'Etudes pour la Paix*), Zagreb - 29 novembre 2001

Vesna Terselic, notre interlocutrice, est une grande figure des mouvements de paix en Croatie. Née en 1962, elle a été une des principales responsables de la création en 1991 de la Campagne Anti-Guerre (ARK) de Croatie, dont elle a été pendant plusieurs années la Coordinatrice Nationale. Après des études de philosophie à la Faculté de Zagreb, elle s'est engagée dans le théâtre de rue puis, avec toute son énergie, dans les questions environnementales. Elle a pris une part importante dans la mise en place de Alliance des peuples du Nord pour l'Environnement et le Développement et s'est investie dans la préparation pour l'UNCED⁶ à Rio. Elle a d'ailleurs obtenu le prix Nobel alternatif pour la paix en 1999. Malgré ses nombreuses responsabilités, elle nous présentera dans le détail les activités du CMS.

Le CMS est une Organisation Non Gouvernementale à but non lucratif qui travaille à la promotion de la non-violence et au changement de la société en associant l'éducation, la recherche et l'activisme. Le Centre est membre de la Campagne Anti-Guerre de Croatie, un réseau de plus de 20 groupes de la société civile qui prônent la non-violence, les droits des femmes et les droits humains. Le CMS a émergé des différentes formes d'action visant à la construction de la paix en Slavonie occidentale (projet Pakrac 1993-1997 basé sur le volontariat, projet Info Centre 1995-1997).

Avec ses deux principaux programmes, le Programme d'Etudes pour la Paix (Program Mirovnih Studija) et le Programme de la Construction de la Paix (Program Izgradnje Mira), le CMS fournit informations, contacts et support aux projets et initiatives pour la paix tout en fonctionnant comme centre pour l'auto-formation et le soutien pour les activistes – hommes et femmes – qui s'engagent pour la paix, les droits des femmes et les droits humains. Le CMS est investi dans la promotion du processus de démocratisation de la société croate qui vit la période de l'après-guerre sous le signe de la transition sociale, économique, politique et culturelle. Travaillant à créer des liens entre différentes initiatives dans la région, le CMS contribue de par l'échange d'expériences et le soutien à des projets de recherche, à l'accumulation et l'approfondissement des connaissances, au développement et à la promotion des compétences des formateurs. Le CMS contribue efficacement au renforcement de l'activisme et à l'éducation pour la paix en tirant profit, dans ses programmes, des expériences de Croatie et de Bosnie-Herzégovine, basées sur l'analyse des différents contextes.

Une partie des activités du CMS s'effectue dans le cadre d'ateliers : une méthodologie basée sur le principe d'échanges interactifs pour motiver un travail sur soi et la recherche de solutions en commun en matière de prévention ou de gestion des conflits est proposée aux participants. Un travail spécifique s'effectue également sur les rapports hommes/femmes, sur la question de l'identité personnelle et nationale. Depuis quelques temps, le CMS organise des manifestations régulières (une fois par semaine) sous forme de concerts en plein centre ville de Zagreb avec la participation de jeunes. Ces manifestations visent à développer une réflexion sur la violence et à sensibiliser le public sur ses dangers immanents. Une action de ce type – à laquelle ont participé des jeunes de l'école de police - a d'ailleurs eu lieu le 29 novembre 2001. La participation des jeunes de l'école de police dans une action émanant de la société civile et visant la promotion d'une culture de la paix constitue indéniablement un symbole de l'état d'esprit de ces activités, mais aussi un espoir pour la démocratie dans un pays où le poids du passé nationaliste et celui des pressions cléricales reste lourd.

Investi dans le processus de démocratisation, le CMS participe par ailleurs, en promouvant une culture de la paix, à l'élaboration de textes législatifs (contrôle civil des armées par exemple). Vesna Terselic constate cependant que le Parlement ne dispose pas du temps suffisant pour discuter des textes de loi souvent ficelés d'avance. Par contre, certaines contributions s'appuient sur des documents élaborés par l'OSCE.

⁶ Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (UNCED), Rio De Janeiro, 1992.

Selon Vesna Terselic, le CMS doit privilégier un travail sur la vérité qui ne se limiterait pas à la vérité factuelle, celle qui ne prendrait en compte que les faits matériels sans tenter d'approfondir ce qui s'est passé dans l'esprit des gens depuis quelques décennies. Ce travail devrait porter, d'après Vesna Terselic, sur ce qu'elle appelle "vérité dialogale", qui se pencherait sur tous les criminels de guerre, et non seulement des guerres qui amenèrent la dissolution de la Yougoslavie de Tito. Elle pense qu'il faut pouvoir trouver des modalités d'expression et de dialogue sur les questions qui restent sensibles dans un pays qui cherche son chemin en se tournant vers l'Europe de l'Ouest beaucoup plus que vers les pays issus de l'ex-Yougoslavie. De plus, elle considère que cette recherche de la vérité devrait s'effectuer indépendamment de la Commission pour la réconciliation, qui ne peut pas à elle seule constituer une réponse quant au travail de mémoire.

Vesna Terselic est convaincue que la réconciliation ne pourra se faire sans une culture du respect des différences, des droits humains et de la non-violence. Elle indique en outre que le difficile problème du retour des réfugiés et des déplacés ne saurait être convenablement traité sans une réelle prise en compte des problèmes économiques et sociaux qu'il convient de régler préalablement.

4.2 Rencontre avec Lino Veljak, Professeur de philosophie à l'Université de Zagreb, Zagreb - 30 novembre 2001

Lino Veljak est l'un des personnages les plus marquants de la scène alternative (intellectuelle, politique, associative) de Croatie, mais aussi de toute la région de l'ex-Yougoslavie. Il figure parmi les principaux leaders d'Action des Sociaux-Démocrates de Croatie (ASH), l'un des six partis de la coalition actuellement en place et l'un des quatre ayant soutenu la candidature de Stipe Mesic aux élections présidentielles en février 2000. Né à Rijeka en 1950, Lino Veljak a fait des études de philosophie et de sociologie à Zagreb couronnées par un diplôme en 1973. Dès cette époque, il a participé au mouvement anti-nationaliste et dissident de Croatie. Avec un groupe de personnes engagées (dont Zoran Djindjic), il prend conscience, déjà en 1974, de l'importance de l'activité subversive. Il poursuit ses études jusqu'à l'obtention d'un doctorat. Il commence à travailler à l'Institut de Philosophie de Zagreb et au département de Philosophie de l'Université de Zagreb où il dirige actuellement le département d'Ontologie et d'Epistémologie. Avant son récent engagement politique, il a été actif sur le plan politique au cours des années 80 devenant, début 1989, l'un des fondateurs de l'Union pour une alternative démocratique yougoslave (UJDI)⁷ et de la social-démocratie moderne. Sur le plan associatif, il participe aux travaux du Cercle 99 de Sarajevo et du Cercle de Belgrade, deux organisations d'intellectuels et d'acteurs de la société civile issus des milieux démocrates et anti-nationalistes de l'ex-Yougoslavie. Il prend également part aux travaux du Centre pour la Transition vers la Démocratie avec son projet "Transition vers la démocratie" (ToD⁸), qui a réuni dès les années 1991 des théoriciens, avec pour objectif de soutenir le rôle des forces démocratiques de gauche dans la période de transition vers la démocratie, vers une société civile forte et une économie du marché moderne.

En tant qu'intellectuel et homme d'action qui participe souvent à des rencontres organisées par les Femmes en noir de Belgrade⁹, Lino Veljak s'investit tant sur le bilan des années des nationalismes et des guerres que sur l'évaluation des perspectives d'avenir dans les pays issus de l'ex-Yougoslavie.

⁷ Proche de la recherche d'alternatives politiques et économiques prônées par Ante Markovic, le dernier Premier ministre yougoslave élu en 1989, qui avait lancé une série de mesures économiques pour sortir le pays de la crise, l'Union pour une Alternative Démocratique Yougoslave (UJDI) s'est formée début 1989. Elle comportait également une branche très forte au Kosovo et cherchait le chemin de la démocratisation par des propositions de changements constitutionnels et un projet de loi sur les droits politiques et les organisations. Un groupe de travail spécial pour le Kosovo élaborait des propositions politiques pour la résolution du conflit. De nombreuses manifestations officielles furent organisées pour tirer les leçons des expériences faites dans les transitions démocratiques en Europe de l'Est. Le pluralisme politique pour des élections démocratiques se trouvait en tête des priorités, mais cela fut ignoré, aussi bien par le parti au pouvoir en Yougoslavie que par les principaux partis d'opposition dans les républiques. Cette phase prit fin en 1990 avec les premières élections libres, gagnées par les partis à tendance nationaliste dans toutes les républiques. La guerre semblait désormais imminente.

⁸ De l'anglais "To Democracy".

⁹ Cf. Stasa Zajovic (éd), *Zene za mir*, Zene u crnom, Beograd, avgust 2001 (Stasa Zajovic (éd), *Les Femmes pour la paix*, Femmes en noir, Belgrade, août 2001).

Il considère qu'il convient de favoriser les tendances démocratiques pour éviter les situations de vengeance ou le retour des haines ethniques basées sur les nationalismes ou les intégrismes (quelconques puissent être d'ailleurs les idéologies ou croyances dont ceux-ci se réclament). Cependant il est conscient que la " démocratie ne correspond pas à un état final, mais qu'elle est un processus ou un équilibre toujours fragile et qui n'est pas garanti une fois pour toutes mais qui doit être sans cesse confirmé et construit " ¹⁰.

Il porte un regard lucide sur la situation de transition que vit la Croatie. Conscient que le nationalisme est encore le principal danger pour la démocratie dans toute la région, il cite comme exemple l'une des nombreuses tentatives des nationalistes visant à maintenir leur pouvoir par un contrôle exercé sur les médias. Il s'agit de l'affaire de Zoran Vukman, un ultra nationaliste qui a travaillé pendant des années à la radio " Dalmatie libre ". Lino Veljak pense que la vigilance est de mise quand on sait que 15 à 20 % de la population est encore sensible aux idées radicales. Il souligne que les nationalistes s'appuient entre autres sur les événements du 11 septembre 2001 pour tenter d'obtenir un soutien international contre les musulmans en entretenant l'amalgame entre les musulmans et les fondamentalistes. Il considère que la question du prix de la transition vers la démocratie se pose aujourd'hui avec acuité après les événements de New York et de Washington qui ont modifié quelque peu le contexte mondial. Cette question pourrait être : " S'il n'y a pas assez de moyens pour le renouveau et la reconstruction de la région délaissée (et, en grande partie détruite), qui sont les réalisateurs les plus crédibles (et en même temps les moins coûteux) des intérêts géostratégiques dans la zone de défense. "

Pour Lino Veljak, l'enjeu clé est la situation en Bosnie-Herzégovine où les nationalistes veulent préserver les acquis du nettoyage ethnique, d'autant plus que dans la Fédération croato-musulmane, " le HDZ a gardé sa position hégémonique au sein de la communauté croate [...] " ¹¹. Les extrémistes croates font d'ailleurs alliance encore aujourd'hui avec les extrémistes serbes de Bosnie. Selon Lino Veljak, les uns ont besoin des autres pour mener à bien leurs projets nationalistes. Il considère cependant qu'il existe un espoir du fait que la société civile en Croatie exerce une pression critique et a un rôle correctif du pouvoir.

Lino Veljak pense qu'il faut réviser les Accords de Dayton qui ont figé la situation de l'épuration ethnique ; il souligne qu'il faut associer la société civile à cette démarche. Quant à l'Union Européenne, il espère qu'elle fera pression sur les gouvernements en place pour abolir les visas entre pays issus de l'ex-Yougoslavie, ce qui rendrait plus facile la construction de la société civile dans la région et renforcerait la voix vers la démocratie.

4.3. Rencontre avec Shura Dumanic (Association des femmes de Rijeka), Zagreb - 30 novembre 2001

Shura Dumanic, journaliste internationale d'origine bosniaque, vit depuis quelques années en Croatie, à Rijeka (ville proche de Trieste), où elle est responsable de l'Association des femmes de Rijeka – une structure laïque, majoritairement féminine et pacifiste qui œuvre pour la réconciliation et en faveur d'une culture de la paix. Elle a mené, notamment en partenariat avec le Comité de la Ciotat du Mouvement de la Paix, des actions en faveur des orphelins, des enfants, des femmes, des personnes âgées et des réfugiés de toutes les origines ethniques.

Toutes les actions menées depuis le début des guerres qui ont secoué l'ex-Yougoslavie par cette femme dynamique, courageuse et très humaines étaient focalisées sur deux principaux objectifs, à savoir : éviter le pire lorsque cela semblait encore possible puis, lorsque la guerre a malgré tout imposé ses règles du jeu, aider autant que possible les victimes civiles des violences et de l'épuration ethnique.

¹⁰ Milos Nikolic (éd), *Demokratija i socijalna pravda*, VII Medjunarodna Skola, Herceg Novi, 16-19. Januar 2001, Centar za tranziciju ka demokratiji – ToD i Ujedinjeni gradjanski sindikati " Nezavisnost ", Beograd, septembar 2001, p. 161 (Milos Nikolic (éd), *Démocratie et justice sociale*, 7ème Ecole Internationale, Herceg Novi, 16-19 Janvier 2001, Centre pour la Transition vers la démocratie – ToD et les Syndicats Unis des Citoyens " Indépendance ", Belgrade, septembre 2001, p. 161) Cette déclaration a été faite dans le cadre d'une table ronde consacrée au thème : " Les Organisations Non-Gouvernementales et les syndicats dans les processus de transition vers la démocratie, la société civile développée et l'économie du marché moderne ".

¹¹ L'Etat du Monde, Annuaire économique, géopolitique mondial, Paris, la Découverte, 2002, p. 516.

Shura Dumanic est convaincue qu'en Croatie tout comme dans toute l'ex-Yougoslavie, ce sont les femmes qui se sont les plus engagées dans la défense des droits humains. Et ce sont encore elles qui se trouvent en tête de l'engagement concret pour la société civile et les droits humains. Quant à l'action des femmes de Rijeka, elle s'organise principalement autour des thèmes suivants :

- Promotion des droits humains en général et des droits des femmes en particulier (lutte contre les violences domestiques¹² ; lutte en faveur de l'émancipation des femmes et de leur participation à la vie publique) ;
- Développement des solidarités locales (dont un travail de soutien scolaire à destination des populations Roms installées à Rijeka) ;
- Promotion de la tolérance et travail visant à aider les gens à retrouver la confiance en soi.

Shura Dumanic regrette que les militants “ anti-mondialisation ” n'intègrent pas dans leur combat celui pour la paix en général et celui pour une démilitarisation de la planète qu'elle estime essentielle en particulier. Elle souligne entre autre l'importance des questions environnementales dans des pays qui ont été dévastés par les guerres et dont l'abandon de l'appareil de production pose de nombreux problèmes écologiques. Elle pense également qu'il faut combattre plus activement les tendances maffieuses au sein de l'armée car, selon elle, c'est bien l'armée en tant qu'organisation qui cautionne des comportements maffieux comme par exemple celui du trafic de drogue.

4.4. Rencontre avec Jadranka Milicevic (*Zene zenama – Femmes pour les Femmes*), Sarajevo - 3 décembre 2001

Jadranka Milicevic fait partie de ces femmes qui ont le sens de l'organisation tout en n'oubliant pas l'approche humaine nécessaire aux rapports entre les gens. Figures parmi les plus marquantes du combat des femmes pour la paix, Jadranka Milicevic est membre du Conseil d'administration de Zene Zenama (Bosnie-Herzégovine) et de Femmes en noir (Yougoslavie). C'est dans ce dernier cadre qu'elle a fait partie d'une délégation qui s'est rendue à Bruxelles au Parlement Européen pour la 9^{ème} Conférence du Réseau International de la Solidarité des Femmes contre la guerre (ou Réseau des Femmes en noir contre la guerre) qui a été créé au mois de juillet 1992 à Novi Sad à l'occasion d'une première Conférence organisée par les femmes de Belgrade et les femmes d'Italie¹³. A l'occasion de la Conférence à Bruxelles, un appel exprimant la solidarité avec les femmes palestiniennes a été lancé. Ajoutons seulement qu'en plus de ces engagements pour les droits des femmes et les droits humains Jadranka Milicevic participe également aux réflexions du Cercle 99 de Sarajevo.

Une première constatation faite par cette femme engagée est la suivante : “ La population raisonne encore trop sur des bases ethniques. Le travail de citoyenneté reste à mener ! ”

De même, Jadranka Milicevic reste lucide sur la situation de la société civile. Elle constate qu'après une longue période de ce que l'on pourrait appeler une “ hyper production ” d'associations - certaines de ces associations n'étaient en fait qu'un prolongement d'ONG internationales, d'autres n'entraient que dans le cadre de l'économie de subsistance – un certain vide a pu être ressenti dans le secteur non-gouvernemental quant aux structures orientées de manière explicite vers une culture de la paix et menant des actions concrètes et concertées dans ce sens. En effet, pendant la période de l'“ hyper production ”, qui était également celle où la communauté internationale accordait encore de grosses aides financières en Bosnie-Herzégovine, une pluralisation des structures, correspondant d'avantage à une sorte d'émiettement qu'à un réel partage des champs d'action et/ou des rôles a eu lieu. Pour s'emparer des subventions, plusieurs structures se réclamant des même objectifs – souvent trop vagues - ont souvent été créées ; celles-ci travaillaient rarement en réelle concertation. Jadranka Milicevic avoue se trouver elle-même dans impossibilité d'estimer avec précision combien de ces structures ont survécu jusqu'aujourd'hui. Elle pense qu'à présent une “ nouvelle ” génération de la société civile – qui se consacrerait à un travail de fond pour

¹² Un numéro de téléphone “ SOS violence ” est créé à cet effet.

¹³ Cf. “ Zene u crnom protiv rata u Evrepskom parlamentu ” in Stasa Zajovic (éd), *Zene za mir*, Zene u crnom, Beograd, avgust 2001, pp. 72-73. (“ Les Femmes en noir contre la guerre au Parlement Européen ”, in Stasa Zajovic (éd), *Les Femmes pour la paix*, Femmes en noir, Belgrade, août 2001).

œuvrer à une culture de la paix durable – devrait se développer. Son travail devrait s'orienter par ailleurs autour des questions des droits des femmes – qui, souligne-t-elle, ne peuvent pas être dissociées des questions des droits humains - et autour de la recherche de la vérité sur les disparus qui prendrait en compte tous les disparus et non seulement ceux de Srebrenica.

Selon Jadranka Milicevic, les principales structures qui ont mené depuis le début un travail de fond pour œuvrer à une culture de la paix durable et qui restent actives sont le Cercle 99 (qui regroupe des intellectuels, des théologiens et des philosophes mais aussi des militants), le Centre anti-guerre de Ibrahim Spahic (ce dernier représente le phare emblématique du mouvement pacifiste et se consacre à un engagement politique représentatif de la tendance démocratique), le Comité Helsinki (qui collecte essentiellement des informations sur les atteintes aux droits humains), le Centre pour des Actions Non-violentes - CNA (qui travaille en profondeur sur la transformation des attitudes concrètes nécessaires à une culture de la paix).

Quant au groupe Zene Zenama (Femmes pour les Femmes) dans laquelle Jadranka Milicevic est l'une des principales animatrices, celui-ci travaille depuis 1997 sur la question de la sécurité des femmes. Il organise également des cycles de formation et des actions visant la prévention face aux violences quotidiennes. Développer un accès à la vie publique pour les femmes constitue également un des ses objectifs majeurs.

Parmi ses actions préventives, le groupe Zene Zenama a mis en place un service de conseil psychologique et social qui intervient sur les problèmes liés aux violences de guerre et aux violences domestiques. Le téléphone " SOS femmes ", assurant 24h sur 24h l'écoute des femmes victimes de toutes sortes de violence fonctionne grâce à l'engagement bénévole de plusieurs femmes habitant parfois dans des parties éloignées de la ville et assumant, avec peu de moyens, tous les frais de déplacement dans le seul but de faire fonctionner ce service. Jadranka Milicevic témoigne de son souci d'assurer la continuité du téléphone " SOS femmes " et dit qu'elle aimerait pouvoir obtenir des fonds pour être à même de rembourser ne serait ce que les frais de transport des bénévoles.

Concernant l'excès des femmes à la vie publique, Zene Zenama mène un projet à long terme avec pour objectif de redéfinir la place des femmes dans la société. Jadranka Milicevic pense que les femmes peuvent être le vecteur d'une nouvelle citoyenneté qui reposerait sur les droits civiques. Et puisque, selon les dires de notre interlocutrice, les droits des femmes ne peuvent pas être dissociés des droits humains, le groupe Zene Zenama milite également pour la réduction du service militaire et la création d'un service civil.

Finalement, en ce qui concerne la question de la réconciliation, Jadranka Milicevic considère que la communauté internationale devrait tout faire pour arrêter et juger au plus vite Mladic et Karadzic. Elle souligne qu'il est difficile de parler de réconciliation et encore moins d'une paix durable, alors que ces criminels de guerre qui symbolisent non seulement en BiH mais aussi dans la région un nationalisme destructeur vivent en liberté et continuent à être vénérés par une bonne part de la population en République Serbe comme des héros nationaux. Aussi, conclut-elle, l'arrestation de Mladic et de Karadzic non seulement facilitera le travail en faveur d'une véritable réconciliation entre les différentes communautés, mais elle constitue la condition *sine qua non* pour que cette réconciliation devienne enfin possible.

4.5 Rencontre avec l'association CNA (Centar za Nenasilne Akcije - Centre pour des Actions Non-violentes), Sarajevo - 3 décembre 2001

Sur les bords de la Bosna qui coule au cœur de Sarajevo, dans un petit quartier non loin de la Bibliothèque, nous avons découvert les militants du Centre pour des Actions Non-violentes.

Nous avons été impressionnés par ce groupe qui élabore une démarche très pragmatique en faveur d'une culture de la paix. En plus du groupe de Sarajevo, un groupe fonctionne depuis cinq ans à Belgrade. Des partenariats sont également développés avec des structures en Grande Bretagne et en Allemagne. Le CNA participe par ailleurs au réseau du Centre pour la Résolution Créative des Conflits. Ces partenariats visent essentiellement l'échange d'expériences. Il en va de même avec une action qui s'est déroulée récemment en Croatie sur l'initiative de Vesna Terselic.

Le financement du CNA repose actuellement sur des fonds fournis par le Ministère des Affaires Etrangères de l'Allemagne. Ce centre est formé de personnes qui prônent la non-violence ainsi que de déserteurs venant de toute la région. Il s'investit dans une construction de la paix durable qui s'exerce par l'éducation à la paix. Le CNA veut ainsi contribuer à la résolution des conflits dans toute la région, ses actions étant menées dans tous les pays issus de l'ex-Yougoslavie (exceptée la Slovénie). Le travail que le centre mène dans ce sens repose sur un réseau horizontal. La création d'un réseau où tous les acteurs participent au même titre à l'élaboration des actions commune constitue en effet l'un des principaux objectifs du CNA qui refuse de fonctionner en tant que structure centralisatrice organisée selon un schéma pyramidal.

D'un point de vue pratique, leur approche de la construction d'une paix durable s'effectue sous la forme d'une série de formations : formation initiale ou de base mais aussi formation de perfectionnement destinée aux formateurs, actuellement en cours d'élaboration. La formation initiale est d'une durée de 10 jours et une vingtaine de personnes y participent. Lors de la constitution des groupes, le CNA s'efforce de préserver un équilibre entre hommes et femmes, entre régions d'origine des participants tout comme entre provenance urbaine et villageoise. Les formations portent sur différentes thématiques relatives à la culture de la paix (formes de violences par exemple) qui sont définies à l'avance. Pour éviter que les mêmes candidats sans réelles motivations bénéficient des formations – l'un des principaux objectifs de celles-ci étant la démultiplication des initiatives en faveur d'une culture de la paix et la création d'un réseau fort - les candidats aux formations doivent motiver leur démarche en écrivant une lettre dans laquelle ils mettent en avant le projet concret qu'ils souhaiteraient réaliser. Des étudiants, des militants des droits humains, des professeurs, des éducateurs et des jeunes issus des partis politiques constituent le public concerné par ces formations, l'annonce des sessions étant largement diffusée.

Dans le cadre de ces formations, le CNA travaille sur quatre groupes de problématique, à savoir : formes d'expression, techniques permettant la résolution des problèmes, travail en groupes et approche de situations concrètes. Ce travail vise une transformation concrète des attitudes dans la vie quotidienne. Un manuel des techniques employées est mis à disposition sur le site Internet du CNA : <http://www.nenasilje.org>

Quant à la formation destinée aux formateurs – un projet en cours d'élaboration – elle vise à démultiplier, toujours avec pour objectif d'élargir le réseau des initiatives pour la paix – le nombre des formateurs. Cette formation se fera sur une durée de 6 mois.

Le CNA est régulièrement sollicité par les institutions internationales. Il a été récemment contacté par l'OSCE pour effectuer un travail au Kosovo. Par ailleurs, le centre suit activement l'actualité politique touchant la région dont, en particulier, les programmes de stabilisation proposés par la communauté internationale. Concernant le Pacte de Stabilité, le CNA a envoyé une contribution à l'OSCE pour la réunion qui s'est tenue récemment à Athènes dans laquelle il a exprimé ses réticences quant à la façon d'aborder la question de la sécurité. Il a été dit clairement par le CNA que la sécurité humaine n'est pas correctement considérée par cette organisation.

4.6. Rencontre avec Slavko Santic (Krug 99 - Cercle 99), Sarajevo - 4 décembre 2001

“ Nous sommes fermement convaincus que la vie dans la diversité et la tolérance est l'héritage de valeurs inestimables de notre passé et une base sûre du futur paisible et heureux de chaque citoyen de Sarajevo et de la Bosnie et Herzégovine ” est l'une des déclarations communes des membres de “ Krug 99 ”. Le Cercle 99 de Sarajevo est un groupe qui réunit depuis 1992 les intellectuels indépendants de tous bords. Cent quarante penseurs et professionnels de toutes les disciplines (où on retrouve côte à côte avocats, économistes, historiens, journalistes, artistes, ingénieurs et militants pacifistes) s'y retrouvent. Le Cercle 99 fonctionne selon le principe d'une association libre où se retrouvent des personnes de toutes les origines, confessions, cultures et orientations intellectuelles ; ce principe incarne selon eux la seule perspective possible pour la Bosnie-Herzégovine.

Slavko Santic, figure emblématique de la contestation en Bosnie-Herzégovine, se souvient que pendant les années du siège de Sarajevo, il lui était impossible, tous comme aux autres membres du Cercle

99, d'envisager de quitter la ville et de partir à l'étranger. Il ajoute que, alors que les boulangers continuaient à produire le pain et que les conducteurs des tramways assuraient au risque de leur vie un minimum de service public (ce sont eux, souligne-t-il, les vrais héros de cette guerre), les intellectuels indépendants du Cercle 99 ont compris qu'il était de leur devoir de se consacrer à un travail commun : celui d'informer les citoyens bosniaques mais aussi la communauté internationale sur ce qui se passait réellement tout en menant une campagne pour une Bosnie-Herzégovine nouvelle et paisible.

En dépit de ce projet de société pacifique inscrit dans la durée, seule la Fondation Heinrich Boëll finance actuellement le Cercle 99. Les aides internationales continuent en Bosnie-Herzégovine de suivre la ligne de financement de projets à bases ethniques, creusant ainsi toujours les tensions entre les communautés. Malgré des difficultés financières permanentes, le cercle 99 continue à éditer un magazine périodique de libre pensée, "Revija slobodne misli" (Revue de la pensée libre) et à faire campagne sur un certain nombre de questions.

Le Cercle 99 effectue des interventions régulières auprès des personnalités politiques avec pour objectif d'écartier des pouvoirs les forces nationalistes de la région. Il organise des tribunes et des débats, des rencontres avec les hommes politiques qui ont des responsabilités dans le gouvernement de la BiH et qui représentent des tendances démocratiques. La réflexion actuelle porte sur le type de transition après les guerres en ex-Yougoslavie. Sont abordés notamment les questions des privatisations, les problèmes de corruption, les mafias qui ont profité de la guerre et qui préfèrent le *statut quo* car ce sont elles, d'après les dires de Slavko Santic, ses seuls gagnants.

Slavko Santic exprime une grande déception par rapport au Pacte de stabilité. Beaucoup d'argent a été dépensé d'une manière dispersée et plutôt inefficace. Les interventions du Pacte ont peu de résultats concrets et ne sont pas globalisantes. Le pacte n'a pas généré de conscience de développement. Or il apparaît fondamental de faire vite pour trouver des solutions de développement durable. "Nous ne devons pas perdre notre temps à savoir s'il est possible de vivre à nouveau ensemble, nous devons travailler ensemble" conclut-il.

Concernant les événements de septembre 2001, Slavko Santic pense que la communauté internationale prend enfin en compte les risques du terrorisme et commence à s'interroger sur une réelle place de la société civile. Mais en même temps, paradoxalement, elle se désintéresse de l'Europe du Sud-Est.

4.7 Rencontre avec Mustafa Cero (Comité Helsinki de Sarajevo), Sarajevo - 4 décembre 2001

Le Comité Helsinki pour les droits humains en Bosnie-Herzégovine est une organisation indépendante, non gouvernementale à but non lucratif fondée le 11 février 1995. Il compte actuellement une centaine de membre. Le Comité a été fondé d'après les principes inscrits dans le Statut de la Fédération Internationale d'Helsinki. Son but est la protection et la promotion ainsi que le monitoring des droits humains sur la totalité du territoire de la Bosnie-Herzégovine. De ce fait, il est membre de la Fédération Internationale d'Helsinki pour les droits humains. Il collecte des informations sur les atteintes aux droits humains tout en travaillant sur des problèmes concrets tels que la situation dans les trois parties constitutives de la BiH, la situation des médias, la question des droits humains et celle des handicapés victimes des guerres. Le Comité a développé également un service juridique concernant les questions des disparus.

A travers des rapports périodiques, des prises de position publiques, la parution d'un bulletin bimensuel, le Comité informe sur la situation actuelle des droits humains en Bosnie-Herzégovine. Le bulletin bimensuel, "FaxLetter", est édité depuis 1996 où des cas concrets d'atteinte aux droits humains sont décrits. Un rapport annuel est publié afin de regrouper les différentes informations. Le comité publie également des livres sur les questions des droits humains comme le *Dictionnaire des droits humains* écrit par Delila Dizdarevic. Une étude sur les prisons en BiH a été récemment réalisée avec pour objectif d'informer sur des conditions de détention¹⁴.

¹⁴ Pour plus d'informations consulter le site Internet : <http://www.bh-hchr.org>

Les efforts du Comité vont dans le sens de contribuer à la construction d'une société démocratique dans laquelle le respect des droits humains sera au plus haut niveau. Le Comité est particulièrement investi dans les activités qui visent à :

- Promouvoir les droits humains ;
- Suivre systématiquement l'état des droits humains en BiH ;
- Réagir contre les violations des droits humains ;
- Procurer une assistance juridique aux citoyens dont les droits sont en dangers ;
- Emettre des suggestions et des propositions à destination des organes législatifs de manière à ce que les lois nouvelles et existantes respectent les standards internationaux en matière de droits humains ;
- Publier des rapports périodiques et écrire des documents relatifs aux droits humains ;
- Présenter dans les médias des questions relatives aux droits humains ;
- Organiser des débats publics autour de questions concernant les droits humains ;
- Rechercher des informations et publier des rapports sur la situation des minorités ethniques et religieuses, l'état des prisons, le fonctionnement du pouvoir législatif et des forces de police ;
- Faire du monitoring dans le domaine de l'information, de la liberté d'expression et de la liberté des médias ainsi que détecter systématiquement du langage de la haine dans les médias de BiH ;
- Promouvoir des contacts et des coopérations avec les organisations de même nature de par le monde, particulièrement avec les Comités Nationaux d'Helsinki et la Fédération Internationale d'Helsinki, et engager le Comité d'Helsinki dans des activités relatives à la protection des droits humains hors de la BiH.

Une activité de monitoring en accord avec l'OSCE a été mise en place autour des élections. Elle porte sur la préparation de la campagne et le déroulement des élections. Ce travail se fait en partenariat avec les autres ONG sous forme de séminaires et de tables rondes. Il va être réactivé pour les élections de 2002.

Selon Mustafa Cero, la question du retour des réfugiés nécessite une réponse structurelle. Actuellement, elle n'est pas réellement traitée et un préalable concerne la stabilisation économique et sociale du pays, ainsi que la volonté politique des hommes au pouvoir. Il constate également que la place de la société civile est primordiale en tant que force critique du pouvoir, et pour une contribution citoyenne multiethnique. C'est ce qui montre, souligne-t-il, le chemin qui reste à parcourir.

Bien que les financements obtenus par le Comité soient toujours de courte durée et portent sur des projets limités, Mustafa Cero pense qu'il est difficile d'envisager un fonds commun de développement aux ONG. D'une part du fait que ce n'est pas dans les habitudes des donateurs internationaux, d'autre part parce qu'il sera difficile d'avoir un contrôle sur l'utilisation du fonds sachant que la situation de la société civile est encore complexe.¹⁵ Cependant, le Comité recherche des partenaires dans l'Union Européenne pour mettre en place des projets ciblés sur des régions. Un échange pourrait avoir lieu dans cette direction avec des collectivités décentralisées en France.

4.8. Rencontre avec Karin Kaufmann Wall et Josip Katavic (Centre pour le dialogue inter-religieux " Oci u Oci " ¹⁶ fondé par Fra ¹⁷ Ivo Markovic), Sarajevo - 4 décembre 2001

Ce sont deux jeunes gens très enthousiastes qui nous présentent les activités du Centre pour le dialogue inter-religieux " Oci u Oci " créé en 1992 même si son enregistrement officiel ne s'est fait qu'en 1996. Son fondateur, Fra Ivo Markovic, professeur de la théologie franciscaine qui dirige également l'Assemblée inter-religieuse a obtenu en 1998 le prix " Activiste Religieux " (" Mirovni djelatnik ") qui a été pour la première fois décerné cette même année par le Centre Tannenbaum pour la compréhension inter-religieuse. Le prix a été créé sur l'initiative de Richard Holbrook comme soutien aux activistes religieux qui risquent leur vie pour servir la paix, la réconciliation et le respect des droits humains. Ce prix a été décerné à

¹⁵ Cela dit le débat est ouvert et la question du fonctionnement d'un tel fonds ne peut s'envisager qu'avec une co-gestion des donateurs et des associations.

¹⁶ Littéralement " Les Yeux dans les Yeux " ou " Face à Face ".

¹⁷ Père.

Fra Ivo Markovic en reconnaissance de son engagement pour la paix pendant la guerre en Bosnie-Herzégovine, et surtout de son travail pendant la période d'après guerre pour la réconciliation et en faveur de la stabilisation de la vie.

Le centre vise à utiliser les potentiels pacifiques des religions afin de construire le dialogue inter-religieux. D'un point de vue pratique, cette construction du dialogue se fait à l'aide de chants ou de textes religieux. L'activité centrale de " Oci u Oci " est la gestion d'une chorale qui élabore un programme de chants de toutes les religions. Cependant, la chorale n'est pas ouverte exclusivement aux croyants ; le fait d'être athée n'empêche pas d'en devenir membre. Les chants religieux créant, d'après les dires des membres de " Oci u Oci ", le pont entre les âmes, la chorale portent le nom très symbolique de " Pontanima ".

Les 60 choristes qui la composent ont donné des concerts dans toutes les parties de l'ex-Yougoslavie (dont Belgrade) mais aussi aux Etats-Unis (dans des salles parmi les plus prestigieuses) ainsi que dans certains pays d'Europe. La chorale a déjà enregistré plusieurs disques qui méritent une écoute attentive.

Cette action, qui consiste à réunir au sein d'une chorale des personnes de tous les horizons et de toutes les confessions, paraît fondamentale aux membres de " Oci u Oci " pour une Bosnie-Herzégovine qui était avant la guerre représentative d'une mosaïque multiethnique. Pour eux " La liberté dans l'union des différences " peut se faire à travers le dialogue des âmes, donc dans la démarche de " Pontanima ", le nom de cette chorale pas comme les autres.

Un autre projet prend forme, celui de recueillir dans une unique bibliothèque tous les textes religieux qui développent des idées pacifiques. A partir de là, un travail d'investigation se fera sur la culture de la paix. Ce projet suscite déjà une controverse dans les milieux religieux conservateurs.

Après échanges avec notre délégation, Karin Kaufmann Wall et Josip Katavic se sont montrés très intéressés par des contacts avec des associations telles que " Justice et paix " ou des structures qui proposent le dialogue inter-culturel ou inter-religieux. Nous nous sommes engagés de les mettre en contact avec une maison de production audiovisuelle en France (et en particulier avec François Stuck, réalisateur) qui travaille dans une démarche similaire.

4.9. Rencontre avec Sabina Krupic (Alternativna Mirovna Inicijativa (AMI) - Initiative Alternative pour la Paix), Sarajevo - 4 décembre 2001

Créé il y a trois ans et demi, ce centre de recherche sur la paix souhaite développer des actions d'éducation à la non-violence auprès d'enfants sous forme de séminaires et d'ateliers.

AMI cherche actuellement des partenariats locaux pour trouver une voie spécifique d'éducation auprès des enfants. Des contacts existent avec Vesna Terselic à Zagreb, avec le Centre pour le dialogue inter-religieux " Oci u Oci ", le Comité Helsinki de Sarajevo et le Centre d'Action Humanitaire de Backa Palanka. Pour autant, il nous semble que leurs projets gagneront à être encore mûris.

4.10 Rencontre avec Gordana Mugosa (Zenski Klub " Princeza Ksenija " - Club féminin " Princesse Ksenja "), Cetinje - 5 décembre 2001

Gordana Mugosa est avant tout une militante des droits des femmes mais aussi une animatrice très active dans la capitale historique du Monténégro pour une culture de la paix. Convaincue d'une nécessaire souveraineté, elle s'inquiète de la façon dont le futur référendum va se dérouler, compte tenu du fait que les nationalistes locaux sont prêts à tout pour obtenir cette souveraineté.

Le collectif d'associations de Cetinje qu'elle anime est en passe de proposer un appel de sensibilisation pour réduire les tensions quels que soient les résultats du référendum prévu en avril 2002. De

son point de vue, le risque de guerre civile n'est pas absent. Le collectif souhaite alerter l'opinion publique et effectuer un travail en direction des instances de l'Union Européenne pour un règlement politique et un compromis avec la Serbie. Ce collectif fonctionne en réseau local avec seize autres associations et la participation de jeunes, d'écologistes et d'autres pacifistes. Chaque groupe suggère des thèmes de réflexion et d'action sur la base desquels des programmes d'action sont mis en œuvre. Le réseau n'est pas centralisé mais fonctionne de manière horizontale.

L'idée du Club féminin " Princesse Ksenja " naît avec une première action de femmes en lien avec les Femmes en noir de Belgrade, au moment des bombardements sur Dubrovnik. Un premier meeting contre la guerre a lieu en février 1992 à Cetinje. Des femmes se sont organisées alors contre la mobilisation des jeunes gens et ont défendu l'idée du droit à l'objection de conscience.

L'activité s'est ensuite développée autour des programmes suivants :

- Séminaires ouverts au public sur l'anti-militarisme, le féminisme, la citoyenneté et la non-violence ;
- Travail sur les représentations et le contexte de la guerre ;
- Activité de soutien aux femmes victimes de violences domestiques, avec la mise en place d'un téléphone de crise ;
- Promotion de la créativité des femmes ;
- Programme de prévention dans le domaine de la santé et sensibilisation à la contraception¹⁸.

Depuis l'année 2000, une initiative a été développée pour une campagne sur le thème du refus de la violence à l'égard des femmes. Le Club féminin " Princesse Ksenja " a participé également aux côtés de nombreuses structures de la société civile de l'ex-Yougoslavie à l'initiative du 10 décembre 2001, date qui correspond à la journée internationale des droits humains. Différents débats, ateliers et manifestations publiques ont eu lieu le même jour à Rijeka, Zagreb, Sarajevo, Podgorica et Belgrade. Une campagne spécifique contre les violences sexuelles sur les fillettes et les femmes – à laquelle " Princesse Ksenja " participe – est en cours dans différentes parties de l'ex-Yougoslavie (BiH, Monténégro et Voïvodine). Elle se base sur les résultats d'une étude selon laquelle, en Yougoslavie, une fillette sur trois serait concernée par les violences sexuelles dans le milieu familial. D'un point de vue pratique la sensibilisation de l'opinion publique sur ce thème se fait par le biais d'une affiche avec trois filles qui se tiennent par les épaules et ont le dos tourné (une façon de signaler que la honte repose encore aujourd'hui sur les victimes !).

4.11. Rencontre avec Ranko Drivokapic, parlementaire du SDP (Parti Social-Démocrate du Monténégro), Podgorica - 5 décembre 2001

Grâce à Gordana Mugosa, nous avons pu rencontrer ce parlementaire responsable du Comité des Droits Humains. Il pense que la stabilité se construit sur la normalisation économique et politique, et exige une participation active de la société civile. A ce titre, il a défendu et fait voter une loi structurant la vie associative qui a été discutée avec des représentants de la société civile¹⁹.

Ranko Drivokapic souligne que la situation économique actuelle est la conséquence des dix années de guerre, le salaire mensuel moyen au Monténégro étant d'environ 250 DM. Le pays a subi neuf années de destructions qui, bien qu'elles n'aient pas atteint directement le Monténégro, ont complètement déstabilisé la région. Aujourd'hui, la flotte commerciale est détruite. Le tourisme peine également à redémarrer bien qu'un réel potentiel existe. Mais on ne peut pas reconstruire sans se libérer du pouvoir centralisateur et nationaliste de la RFY.

Selon lui, depuis la chute de Milosevic la situation s'est ouverte. Cependant des écueils existent : la classe moyenne a disparu, la classe ouvrière est appauvrie, les réformes dans la fédération sont trop lentes et la corruption demeure. Aussi, fait-il cette métaphore : " Maintenant il est temps de construire le toit avant de

¹⁸ Gordana Mugosa souligne que le moyen principal de contraception des femmes monténégrines reste hélas l'avortement.

¹⁹ Le CEDEM (Centre pour la Démocratie et les Droits Humains) a participé activement à l'élaboration de cette loi structurant la vie associative.

penser à meubler la maison. ” Mais pour cela, ajoute-t-il, il faut arriver à obtenir la souveraineté par la voie du référendum.

Ranko Drivokapic est convaincu que la société civile a un rôle important à jouer dès lors qu'elle reste critique et indépendante. Elle est alors porteuse de valeurs de vie et constitue un tissu actif (1500 ONG recensées au Monténégro) et fort.

4.12 Rencontre avec Srdjan Darmanovic (CEDEM - Centre pour la Démocratie et les Droits humains), Podgorica - 6 décembre 2001 :

Fondée en 1997, le CEDEM réalise des enquêtes d'opinion publique et des analyses de la situation des populations. Par ailleurs, le centre collabore avec l'Initiative Européenne pour la Démocratie, l'Institut d'Etudes et de Sécurité (Paris), le Mouvement Mondial pour la Démocratie, le Centre pour le Pluralisme, ainsi qu'avec des pacifistes américains.

D'autres activités concernent les droits humains, les questions du droit individuel et les questions juridiques en particulier. Des séminaires avec des magistrats et des avocats sont organisés sur les thèmes du jugement équitable, de l'abolition de la peine de mort, de la torture, de la coopération avec le TPIY et des systèmes de défense devant une telle juridiction²⁰. Un manuel destiné aux policiers a été également élaboré et largement diffusé.

Le CEDEM a participé activement à l'élaboration de la loi sur les associations. Même si toutes ses propositions n'ont pas abouti, il s'agit là d'une démarche intéressante. En effet, le texte définitif de la loi prend en compte 80 % des propositions émanant directement de la société civile. Le CEDEM fait circuler ce document auprès des ONG de la région afin que celles-ci puissent s'en servir comme base de travail. Actuellement un débat porte sur la question de la taxation des activités des associations et sur les obligations de participation de l'Etat à la vie associative. Le budget du gouvernement a prévu 600.000 DM pour l'année 2001 mais rien n'a encore été débloqué pour l'année 2002.

Selon Srdjan Darmanovic, la société civile au Monténégro – pays en transition à la recherche de nouvelles voies pour élaborer une démarche démocratique – est un phénomène récent : depuis trois ans il s'agit également d'un phénomène de masse car on assiste à une démultiplication des structures associatives et des ONG. Elles se focalisent sur la défense des droits humains, la défense des droits spécifiques des femmes du fait que Monténégro représente une société très patriarcale, sur les idéaux de la paix (ONG créés en opposition directe à la guerre) et sur certaines questions politiques. Il pense qu'il faut faire un effort pour rendre plus lisibles les actions des ONG et permettre leur professionnalisation. Afin d'œuvrer dans ce sens, le Centre a mis en place des ateliers de monitoring et un service de soutien juridique aux ONG.

Par rapport au référendum sur la souveraineté, Srdjan Darmanovic évalue à 54 % les chances des indépendantistes. Il espère qu'un compromis sera trouvé avec la Serbie. En effet, si le gouvernement fédéral décide de boycotter les résultats du référendum, la situation pourrait devenir difficile.

Srdjan Darmanovic met l'accent sur le fait que l'économie du Monténégro est en difficulté et qu'elle repose presque entièrement sur l'aide extérieure (la plus importante est américaine : le Monténégro serait le deuxième bénéficiaire de l'aide des USA après Israël !). Cette situation, constate-t-il, n'est pas favorable car la stabilité d'un pays ne peut pas s'appuyer éternellement sur l'aide extérieure. Selon Srdjan Darmanovic, la stabilité économique devrait reposer sur des réponses concrètes qui prendraient en compte les besoins des populations tout comme sur la normalisation des rapports avec les pays voisins. Il pense qu'il faudrait apporter la plus grande attention aux questions du développement et de la sécurité de toute la région.

4.13. Rencontre avec la direction générale et la direction des programmes culturels de la Télévision de Novi Sad organisée par Mirko Mandrino - 7 décembre 2001 :

²⁰ Selon le Code pénal du Monténégro, les ressortissants monténégrins peuvent être présentés devant le TPIY.

Il n'est pas fréquent qu'une délégation du Mouvement de la Paix soit reçue par les dirigeants d'une télévision ! Surtout lorsque ceux-ci déclarent souhaiter développer une coopération avec les télévisions régionales françaises qui pourrait se contractualiser et dont l'objectif serait la participation des télévisions régionales aux échanges d'expériences entre la société civile de Voïvodine et celle du reste de l'Europe. Cette participation se ferait sous forme d'échange d'informations, voire même de programmes provenant de sociétés de production qui s'intéressent à la vie des gens et à celle de la société civile et auxquels les télévisions associées s'engageraient à laisser accès.

Un premier pas a été réalisé dans ce sens par le biais d'une interview télévisée de notre délégation par le directeur des programmes culturels et trois journalistes. Ceux-ci ont souhaité mieux connaître la démarche d'un mouvement pacifiste occidental et ont fait preuve, à travers leurs questions, d'un intérêt certain pour la société civile en tant que partenaire de changements sociaux d'une importance capitale dans un pays en transition.

Mirko Mandrino, à qui nous devons d'avoir organisé toutes les rencontres que nous pu avoir en Voïvodine et qui travaille en réseau avec tous les représentants engagés dans la construction de la société civile que nous avons rencontrés (les responsables de la Radio Télévision de Novi Sad, Pavel Domony de l'Office de Voïvodine du Comité Helsinki de la Serbie, Miroslav Ilic du Mouvement de Voïvodine, Vilmos Almasi de la « République Spirituel Zitzer » de Tresnjevac, Zdravko Marjanovic de la Société pour la Tolérance de Backa Palanka, Biljana Stajic, coordinatrice des ONG de Zrenjanin et les journalistes de la radio Fedra) est l'une des figures clés du combat pour la liberté des médias, le respect des droits humains et la culture de la paix en Voïvodine. Par ailleurs, il travaille en étroite coopération avec Lino Veljak de Zagreb, Jadranka Milicevic de Sarajevo et d'autres représentants de la société civile agissant depuis le début des guerres en ex-Yougoslavie pour une issue pacifique des conflits et pour une société respectueuse des droits de tous les citoyens²¹. De formation ingénieur en télécommunications il travaille comme expert-conseil à Pancevo où il a été l'un des initiateurs des groupes pacifistes qui se sont engagés depuis le début des guerres dans l'ex-Yougoslavie en faveur de la paix, de la défense des droits de la personne et de la liberté d'expression²².

4.14 Rencontre avec Pavel Domony (Office de Voïvodine du Comité Helsinki de la Serbie), Novi Sad 7 décembre 2001 :

L'Office de Voïvodine du Comité Helsinki de la Serbie, situé à Novi Sad intervient dans trois domaines : le soutien juridique aux victimes du non-respect des droits humains et aux réfugiés, une politique de veille sur la situation des droits des minorités et l'organisation, une fois par mois, d'un forum consacré à des problématiques concrètes.

Pavel Domony, le responsable de l'Office présente la situation particulière de la Voïvodine où une communauté multiethnique existe, formée de Hongrois (catholiques et orthodoxes), de Slovaques (luthériens), de Roumains (église orthodoxe roumaine), d'Ukrainiens (gréco-catholiques), de Roms (orthodoxes et musulmans) et de Serbes (église orthodoxe serbe) ; d'où l'importance de la tolérance et du dialogue inter religieux.

Selon Pavel Domony une des problématiques à laquelle le Comité Helsinki de Novi Sad se heurte actuellement est la question du recensement des populations. Il souligne qu'en Voïvodine le recensement représente une réelle difficulté et qu'il reste non fiable d'autant plus que, dans le passé, plusieurs

²¹ Il est important de souligner que des réseaux des initiatives et des prises de positions contre la guerre dans tous les pays issus de la dissolution de l'ex-Yougoslavie existent ; certains de ces réseaux ont été actifs depuis le début des années 90 marquant le début des guerres avec la montée des nationalistes au pouvoir en Serbie, en Croatie et en Bosnie-Herzégovine.

²² Pour plus d'informations voir l'interview accordée par Mirko S. Mandrino à InterRadio sur la situation des radios en ex-Yougoslavie, intitulée « Les situations de radio prises dans un jeu de poursuite » et accessible sur l'Internet à l'adresse : www.amarc.org/interadio/Vol9_No2/Francais/html/europe.htm mais aussi InteRadio, 666 Sherbrooke Ouest, bureau 400 , Montréal, Québec, Canada H3A 1E7, Tel: (1-514) 982-0351, Fax: (1-514) 849-7129, Email: amarc@amarc.org.

recensements - contredisant à chaque fois les résultats des recensements précédents - ont eu lieu : leurs résultats (manipulés en fonction des intérêts du pouvoir central) dépendaient alors de la façon dont étaient enregistrées les populations. En effet, certaines populations n'étaient pas toujours enregistrées de la même manière et apparaissaient à l'occasion des différents recensements sous des origines différentes.

Tout comme bon nombre de nos interlocuteurs, Pavel Domony sera très critique et n'aura aucune illusion quant au Pacte de stabilité, une structure qu'il juge très opaque. Pour lui, les représentants de la société civile ont été écartés du Pacte par lequel ils ne sont pas assez pris en compte. L'invitation à des débats et forums sur la situation des minorités et des réfugiés dont ils ont fait l'objet est restée formelle. Les syndicats, eux aussi, ont été écartés de la discussion relative au Pacte ; or Pavel Domony pense que l'absence des syndicats augure une terreur économique. Enfin, il signalera que les donateurs du Pacte de stabilité font transiter l'essentiel des aides financières par les Etats, ce qui pose de nombreux problèmes quant à la répartition des fonds.

4.15 Rencontre avec Miroslav Ilic (Vojvodjanski Pokret - Mouvement de Voïvodine), Novi Sad - 7 décembre 2001 :

Miroslav Ilic est docteur en médecine et président du Comité exécutif du Mouvement de Voïvodine qui, tout en soutenant les initiatives de la période de transition dans le cadre du parlement de Voïvodine, défend l'idée d'une plus large participation de la société civile dans le débat sur les réformes et le devenir de la province à travers l'organisation de tables rondes indépendantes des institutions. Selon Miroslav Ilic celles-ci offrent plus de liberté d'expression et une tribune pour discuter ouvertement la question de l'autonomie qui se trouve au centre des débats actuels dans cette province que *Mondes Rebelles* n'hésite pas à classer en 1999 parmi " les oubliés de l'ex-Yougoslavie " ²³. Cet homme chaleureux et plein d'énergie entre de suite dans le vif des préoccupations des habitants de Voïvodine. Il pense que malgré les provocations de groupes paramilitaires ou des bérets rouges (garde prétorienne de Milosevic, basée encore aujourd'hui en Voïvodine), la situation est en passe de se stabiliser petit à petit. Il convient par conséquent de mettre en place un projet de démilitarisation de la Voïvodine d'autant plus que plusieurs troupes stationnent dans la province et cette concentration d'armes représente une menace permanente pour cet espace géostratégique.

C'est ainsi qu'il nous présente le projet, " Adieu les armes " qui mobilise plusieurs ONG qui estiment qu'aucun problème ne pourra être réglé par la force et qu'il faut démilitariser la Voïvodine pour contribuer à la sécurité de la région et permettre le dialogue interculturel tout en assurant le développement économique et social. Pour contribuer à ce projet, des philosophes, des sociologues et des citoyens s'organisent et proposent également l'accès à l'objection de conscience.

En conclusion, Miroslav Ilic déclare que le Mouvement de Voïvodine souhaite pouvoir participer aux initiatives des ONG relatives aux questions de la co-sécurité en Europe mises en place en partenariat avec l'OSCE. Pour cela il demande un soutien actif au projet " Adieu les armes " et dit être à la recherche des partenariats.

²³ Jean-Marc Balencie, Arnaud de la Grange et Jean-Christophe Rufin (éd), *Mondes rebelles, Guerres civiles et violences politiques*, l'Encyclopédie des conflits (édition revue et augmentée), Editions Michalon, Paris, 1999, p. 1429.

4.16 Participation de la délégation du Mouvement de la Paix à une table ronde²⁴ rassemblant des ONG de Croatie, de Hongrie, de Macédoine, de Serbie, de Slovénie et de Voïvodine sur le thème : *Quelle société civile à construire ? Backa Palanka - 8 décembre 2001* :

Ouverture du débat : La parole est à Monsieur Mirko Mandrino (Groupe d'action pour la Paix de Pancevo)

Mirko Mandrino porte un regard désabusé sur la situation actuelle de la société civile en général et de la société civile telle qu'elle s'est développée depuis quelque temps en Europe du Sud-Est en particulier. Selon lui, trois secteurs distincts font partie de ce que l'on a tendance à appeler la société civile. On y compte des entreprises avec des entrepreneurs, l'Etat et, finalement, le secteur des associations à but non lucratif.

D'après les dires de Mirko Mandrino, les ONG doivent développer des idées de solidarité, de valeurs humaines, notamment la générosité. Il constate que la plupart de leurs membres sont issus des classes moyennes. Cependant, il souligne qu'un certain nombre de soi-disant spécialistes de tous bords, et que l'on retrouve au sein d'un grand nombre d'ONG – et surtout des ONG les plus puissantes – passent leur temps à voyager et à siéger dans des conférences internationales tout en perdant de vue les problèmes des populations. Par ailleurs, il met l'accent sur le fait qu'il faut faire la différence entre les ONG qui se substituent aux responsabilités des Etats et celles qui travaillent dans le cadre d'un mouvement associatif indépendant et porteur de valeurs humanistes.

Une certaine vigilance est nécessaire sur les rapports entre la société civile et les donateurs. Il apparaît essentiel de ne pas courir derrière les financements sans définir au préalable les objectifs. Il s'agit plutôt de travailler une politique de petits pas en rapport aux réalités concrètes et de rester au plus près des préoccupations des populations.

La parole est à Monsieur Milan Ivanovic (Centre pour la paix et la promotion d'une civilisation démocratique d'Osijek - Croatie) :

Pour Milan Ivanovic les cinq caractéristiques de la société où exercent les ONG sont : le pluralisme, les droits du marché, l'état de droit, la liberté d'éducation et la tolérance. La société civile reconnaît la réalité des conflits qu'il s'agit de résoudre dans le cadre du droit.

Selon lui, en Croatie, avant 1991, les associations se situaient dans la mouvance de l'état socialiste (sur vingt mille associations les deux tiers ont été héritées du socialisme). Ensuite, une libéralisation de ce secteur est intervenue dans les domaines de l'écologie et des droits humains, et ce dans les conditions dures de la guerre. Mais la situation des ONG était tributaire de l'aide extérieure et d'un certain ethnocentrisme. Il y a actuellement six à huit mille associations de ce nouveau modèle. Les associations de femmes ont fait émerger la société civile autonome et ont beaucoup fait pour le développement des droits humains.

Les associations pacifistes comme ARK ou les associations de défense des droits humains comme le Comité Helsinki mènent des actions sur le dialogue entre les communautés migratoires issues des guerres. Les activités de ces différentes associations ont entre autres contribué à la chute de Tudjman. Depuis le départ de ce dernier, un nouvel élan existe. A présent, il convient d'élargir le champ d'action de ces différentes associations à des changements de valeurs sur lesquelles repose une société pour lui permettre de prendre en compte le capital humain dont elle dispose.

²⁴ Cette table ronde a été organisée avec le soutien de la Fondation américaine Freedom House par la Société pour la Tolérance de Backa Palanka présidée par Zdravko Marjanovic.

La parole est à Monsieur Besenyu Sandor (Mouvement de paix hongrois “ Dél-magyarországi civil szervezetek szövetsége ”) :

Besenyu Sandor part du constat que la société hongroise est une société en transition et que donc, par conséquent, la société civile l'est également. Dans ces conditions, la question principale est la construction de la démocratie.

Or les ONG ont été écartées de la vie publique et se trouvent dans des secteurs marginaux où la politique et l'Etat ne s'investissent pas. La corruption et les pouvoirs tentent de marginaliser cette société civile par rapport aux questions importantes. C'est la raison pour laquelle, la société civile doit choisir entre ces trois alternatives : être amenée à disparaître, se professionnaliser ou encore continuer à vivre grâce aux aides extérieures. Ce qui est sûr, souligne Besenyu Sandor, c'est que le pouvoir est disqualifié car il ne prend pas en compte les besoins des gens et ne reconnaît pas l'intérêt d'une société civile dans les constructions en cours.

Parmi les projets que Mouvement de la paix hongrois développe, Besenyu Sandor a mis en avant le projet de la protection du patrimoine artistique et architectural pour lequel il souhaiterait avoir le concours de l'Unesco et de la Communauté européenne. Personnellement il est convaincu que la culture est porteuse de valeurs humaines et permet à une société de se développer.

La parole revient à Monsieur Mirko Mandrino

Mirko Mandrino souligne que les ONG, pour gagner en crédibilité, doivent être plus proches des gens afin de pouvoir “ faire le poids ”. Tout l'avenir de la société civile se joue sur son rapport aux populations et sur son rapport à des valeurs morales et humaines.

La parole est à Monsieur Patrick Simon, (Mouvement de la Paix, France)

Dans un premier temps, Patrick Simon a présenté les champs d'action du Mouvement de la Paix. Dans un deuxième temps, il a exposé la démarche de la délégation et les objectifs de sa mission auprès des ONG de l'Europe du Sud-Est²⁵. Finalement a développé deux points :

- Dans le débat sur la construction de la société civile, il faut prendre garde de ne pas se substituer aux responsabilités de l'Etat, même s'il faut parfois intervenir en fonction des réalités du moment ; ainsi en est-il des questions de solidarité avec les victimes des guerres.
- Dans la démarche d'action des associations, il convient de définir les objectifs indépendamment des critères des donateurs pour qu'il existe un véritable partenariat et pour rester critique vis-à-vis des pouvoirs en place. Il s'agit d'un enjeu important compte tenu du fait que le pouvoir tente souvent d'instrumentaliser les associations en les cantonnant dans le champ social qu'il abandonne. La société civile devrait pour sa part développer sa propre dynamique.

L'enjeu est de sensibiliser l'opinion publique pour développer une culture de la paix et contribuer à un nouveau mouvement social où chacun devient citoyen, où chacun aura le droit d'être simplement humain. Mais pour cela, il est important d'écouter les gens, de partir de leurs préoccupations et d'engager le dialogue orienté vers une culture de la paix. L'enjeu devrait être une sécurité humaine : il convient donc de sécuriser les populations avant de sécuriser les investissements financiers et de créer des ponts entre les différentes cultures et communautés.

4.17 Interview de la délégation du Mouvement de la Paix à la radio de Backa Palanka - 8 décembre 2001 :

²⁵ Voir lettre du 16 octobre 2001 en annexe.

La délégation du Mouvement de la Paix a été conviée pour une deuxième fois à une interview. La deuxième interview a été accordée à la radio locale de Backa Palanka. Comme à Novi Sad, où nous avons été interviewés par la télévision, nous avons accepté cette invitation. Nous avons pu noter qu'il existe un intérêt certain des médias locaux pour la démarche des acteurs de la société civile en général et des pacifistes en particulier. Cet intérêt se traduit notamment par des programmes ouverts sur la société civile locale.

4.18 Rencontre avec Biljana Stajic, coordonnatrice des ONG de Zrenjanin, et avec des militants écologistes, pacifistes, Zrenjanin - 9 décembre 2001 :

A Zrenjanin, plus que dans les capitales, les militants pacifistes semblent décidés à travailler en concertation avec les militants d'autres organisations. C'est ainsi que plusieurs acteurs de la société civile nous présentent leur approche de la situation dans leur commune et de la situation en Voïvodine qui a subi les contrecoups de la guerre. Une fois de plus, le constat d'une situation de transition est mis en avant.

A Zrenjanin, un collectif d'associations existe depuis 1988. Il compte quatre cents membres dont une quarantaine d'actifs et travaille sur l'éducation civique dans plusieurs domaines :

- Travail éducatif auprès des enfants et des jeunes avec pour objectif la sensibilisation à l'environnement. Ce travail est mené notamment par l'association " Zdrav Zivot " (" La Vie Saine ") ;
- Travail à destination des médias ; développement d'une coopération privilégiée avec la radio Fedra de Zrenjanin (à laquelle nous avons également accordé une interview) visant à promouvoir la participation à la vie citoyenne, à la société civile ;
- Travail sur la protection de la rivière Véga sous forme d'un combat contre les décharges sauvages, et les dégradations industrielles. A cela s'ajoute un travail de sensibilisation à l'écologie à travers l'organisation d'" éco-tribunes ", la réalisation d'un bulletin d'information destiné aux populations et la réalisation de films. Ce travail est mené notamment par le mouvement écologique " Panonska Zora " (L'Aube de la Panonie), association présidée par Monsieur Vukoman Maksimovic ;
- Travail s'adressant aux femmes sur les questions des violences quotidiennes.

4.19 Participation à l'hommage à Jelena Santic à Belgrade - 9 décembre 2001

La dernière étape de la délégation du Mouvement de la Paix se situe à Belgrade où notre mouvement a gardé de nombreux contacts depuis les premières actions contre les guerres, en particulier avec une grande dame qui s'est éteinte récemment, Jelena Santic qui fut notre invitée encore en 1998 lors de la conférence de Ferney Voltaire à propos du bilan des Accords de Dayton.

Le 9 décembre, une petite manifestation était organisée par sa famille et ses amis. A cette occasion, le Mouvement de la Paix a offert à sa famille la cassette du film d'Arielle Denis " Plus fort que les armes " dans lequel Jelena Santic témoignait en octobre 1995 sur le combat pour la paix pendant les années de guerre.

4.20. Participation à une table ronde dans le cadre de la journée mondiale des droits humains, Belgrade - 10 décembre 2001 :

Dans le cadre de la journée mondiale des droits humains, une rencontre s'est tenue à Belgrade sous la forme d'une table ronde réunissant des représentants de la société civile. Un représentant de la mission de l'ONU a également pris part au débat.

Ouverture du débat : La parole est à Monsieur Richard Towle, chef de mission de l'ONU de la commission des droits humains

La tragédie du 11 septembre 2001 a porté à nouveau l'attention sur les droits humains et les dangers que représente le terrorisme contre les populations civiles qui en restent les principales victimes. Il devient urgent et important de défendre des valeurs humaines et démocratiques. Dans les pays en transition, la réforme démocratique des institutions doit s'accompagner d'une participation forte de la société civile.

De même, l'action pour la réconciliation passe par la justice et la recherche de la vérité, comme l'a rappelé récemment la découverte des charniers autour de Belgrade suite à la guerre au Kosovo qui démontre qu'il faut s'interroger sur l'histoire et rechercher une alternative aux violences pour résoudre les différends. Dans cette situation, les associations sont des guides sur le chemin vers les droits humains.

La parole est à Monsieur Dimitrijevic, Responsable du *Mouvement de Belgrade pour les droits humains* et membre du Cercle de Belgrade :

La société serbe sort d'une longue période d'autisme durant le régime de Slobodan Milosevic. Il devient important de regarder les réalités par rapport aux autres et non seulement par rapport à nous, les Serbes. Le respect des droits ne doit pas se faire seulement en rapport à des lois mais parce qu'il s'agit là d'un devoir éthique. Il n'y aura donc pas de démocratie sans démocrates.

Ce qu'il manque dans notre éducation c'est que nous avons tendance à embellir notre histoire. Lorsque nous ratifions des textes sur les droits humains, il faut que nous soyons conscients que le chemin vers leur application est long.

Au-delà de la période Milosevic, il y avait antérieurement des bases mentales de ce qui est arrivé. Aussi, l'éducation est-elle une priorité. Nous devons prendre en compte la nécessité de changer maintenant les lois et nos institutions.

La parole est à un journaliste de *Vreme*, devenu ambassadeur de Serbie :

Le discours sur les droits humains suscitait dans notre pays beaucoup de méfiances pendant toute la période de la guerre froide : il était considéré comme venu d'ailleurs, de chez l'ennemi. Cette méfiance, nous l'avons payée cher ! C'est elle qui est principalement à l'origine du désastre dans lequel notre pays a été précipité pendant toute la période de Milosevic.

La transition dans notre pays commence avec ce lourd passé qui s'est achevé le 5 octobre 2000. Entrer dans la transition signifie que nous devons intégrer le discours sur les droits humains. Le régime actuel a compris l'importance des droits humains dans la construction d'un pays démocratique. Pourtant, force est de constater qu'il ne suffit pas que les efforts dans ce sens se fassent uniquement au niveau du sommet, du pouvoir ; il est d'une importance capitale de faire vivre la notion des droits humains au sein de toute la population.

De même, un dialogue sur les droits humains à l'intérieur du pays devrait nous permettre de discuter avec les institutions internationales grâce au fait que, désormais, nous ne sommes plus stigmatisés comme étant des Serbes qui soutiennent Milosevic.

La parole est à la salle. Voici quelques éléments du débat avec l'auditoire composé de représentants d'ONG et de médias :

Plusieurs changements s'imposent. D'une part, il convient de fournir un cadre légal aux changements. Ainsi le cadre judiciaire doit être modifié en profondeur et ne pas se satisfaire des mutations ponctuelles de quelques juges. Par ailleurs, il devient urgent de changer la constitution.

Il existe encore des groupes violents qui agissent contre les changements. De même, des pratiques violentes à l'encontre de certaines minorités (des policiers continuent de maltraiter des tziganes et les gens qui regardent cela ne réagissent pas) persistent.

4.21. Rencontre avec Ruzica Zarevac et Borko Mikolic (Mouvement pour les droits humains de Belgrade, présidé par Monsieur Dimitrijevic), Belgrade - 10 décembre 2001

L'activité principale de ce mouvement se concentre sur le thème de l'éducation s'adressant aux jeunes, de l'intervention auprès de juristes pour former de nouveaux responsables de la société sur une base de défense des droits humains, l'énonciation du passé afin de sensibiliser à la tolérance et à la réconciliation. Un projet de bus de jeunes qui sillonnera la région de l'ex-Yougoslavie est en cours de préparation avec l'aide du Ministère danois des Affaires Etrangères.

Parmi ses nombreuses activités, le Mouvement pour les droits humains a publié un passeport de la citoyenneté européenne de la jeunesse qui développe les questions des rapports aux autres, des droits et des obligations. Un rapport annuel sous forme de sondages de société est édité par le mouvement sur la question des droits humains en rapport à la législation et au non-respect des droits. Le mouvement intervient par ailleurs pour que la RFY signe le texte européen des droits humains. Actuellement, une étude comparative entre le droit de la RFY et l'U.E. dans le domaine des droits humains est en cours. Des études sont en cours d'élaboration sur les questions du droit communautaire de l'Union Européenne comme sur la question de l'intégration euro-atlantique²⁶.

Autre domaine d'intervention : le développement de programmes universitaires alternatifs. Il s'agit de revoir les manuels d'histoire, d'élargir les savoirs et de revoir les procédures d'homologation des diplômes comme des qualifications. Selon Ruzica Zarevac et Borko Mikolic, une étude montre que seuls 5 % des jeunes font des études universitaires et qu'il existe un illettrisme très important évalué à 30 % en milieu rural.

Le Mouvement préconise de revoir la loi sur les associations qui remonte à 1982 mais ne souhaite pas s'inspirer du texte voté au Monténégro jugé trop libéral (il ne prend pas assez en compte selon Ruzica Zarevac et Borko Mikolic les moyens de financement). De leur point de vue, ce nouveau texte devra distinguer les associations locales des associations à caractère international. Il devra aussi préciser les modes de fonctionnement et la question des donateurs.

Nos deux interlocuteurs ont fait preuve d'un vif intérêt pour les actions du CNA de Sarajevo (en particulier pour les programmes de formation initiale et de formation de formateurs). Ils ne connaissaient pas, semble-t-il, le groupe CNA alors que celui-ci a également une antenne à Belgrade.

4.22. Rencontre avec Mariana Rakacha, (Femmes en noir), Belgrade - 10 décembre 2001 :

“ Femmes en noir ” est une des principales structures avec laquelle le Mouvement de la Paix a travaillé dès 1991 en Europe du Sud-Est. Ainsi, il nous paraissait très important de prendre connaissance des points sur lesquels cette structure pacifiste intervient depuis la période qui s'ouvre après la chute de Milosevic.

Les Femmes en noir sont descendues pour la première fois dans la rue à Belgrade le 9 octobre 1991, pour protester contre la violence du régime de Slobodan Milosevic. S'inspirant du modèle israélien de la contestation des femmes contre les violences en Palestine, elles manifestaient silencieusement, dans des lieux publics, contre la guerre, le militarisme, le nationalisme et la violence à l'égard des femmes. Elles ont aussi mis sur pied un “ marathon anti-guerre de Belgrade ” qui soutenait les hommes s'opposant au service militaire et les déserteurs revenus du front. Depuis, les “ Femmes en noir ” constituent un réseau international informel où des femmes s'engagent à titre individuel, unies par des idéaux de pacifisme, de féminisme et de multiculturalisme.

²⁶ OTAN

A Belgrade, au moment où nous les avons rencontrées, une manifestation se déroulait sur la place de la République dans le cadre de la journée internationale pour les droits de l'homme, avec la participation de leurs principales responsables. Et c'est donc Miriana Rakacha, une jeune militante qui nous a reçus.

En plus des actions contre la guerre et la désobéissance civile face aux nationalismes qui ont été menées depuis le début des guerres en ex-Yougoslavie, le groupe s'oriente à présent sur des activités d'ateliers ambulants consacrés aux questions féminines. Ces actions portent sur les cinq principales villes de la RFY afin d'aider des organisations locales à se développer. Le fonctionnement de ces ateliers est de type horizontal et en réseau. Il est basé sur l'interactivité. Ainsi, un groupe local participe à des actions d'un autre groupe, ce qui permet de nombreux et réguliers échanges.

Par ailleurs, des actions de solidarité sont menées aujourd'hui en partenariat avec les femmes afghanes du groupe Rawa, et avec les associations qui travaillent sur la question des disparus en ex-Yougoslavie.

Cela dit, la priorité du moment pour le groupe des " Femmes en noir " est d'avoir une approche plus politique :

- Démilitarisation de la conscience des populations ;
 - Actions contre les guerres ;
 - Objection de conscience ;
 - Questions de la responsabilité d'Etat, de la responsabilité citoyenne ;
 - Question de la réconciliation en rapport avec l'histoire récente et la recherche de la vérité.

4.23 Rencontre avec Milanka Saponja-Hadzic (Comité Helsinki de Belgrade), Belgrade - 10 décembre 2001 :

Comme la plupart des comités Helsinki rencontrés pendant notre mission d'étude, ce comité accorde la priorité à la situation économique et sociale de la population. Voici comment Milanka Saponja-Hadzic nous décrit la situation en Serbie :

Une grande pauvreté existe (70 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté). L'économie est détruite. De même, un sentiment négatif existe envers les minorités ; un sentiment xénophobe et nationaliste persiste encore. Le droit des réfugiés pose de grands problèmes, de même celui de l'état de santé de la population.

Une méfiance de tout ce qui vient de l'occident est encore très présente, résultat des propagandes antérieures. Il faut faire face à l'histoire. Tout cela n'est pas évident et le processus de réformes sera long. Pour le moment, le sentiment général est le suivant : Milosevic a perdu la guerre mais faire face à son histoire reste encore à construire !

Le Comité fait l'état de cette situation et en informe ceux qui ont des responsabilités dans la mise en place de la transition. Le Comité pense que les ONG internationales auront encore à faire pression d'une manière énergique sur la question des droits humains. Il faudra faire d'importants efforts dans le domaine de la justice et de la police ; il faudra par ailleurs procéder à une remise en cause des institutions actuelles tout en tenant compte des conditions et des mentalités locales. On ne pourra pas importer purement et simplement ce qui se fait ailleurs. Il faudra par contre travailler ensemble sur les conditions de la paix et de la sécurité humaine. Son point de vue sur le Pacte de stabilité est mitigé. Des contacts existent mais rien de concret n'en sort.

4.24 Rencontre avec Jelisaveta Blagojevic, Cercle de Belgrade - 10 décembre 2001 :

Le Cercle de Belgrade, qui prend son origine dans l'association des intellectuels indépendants, existe depuis janvier 1992. Actuellement, il compte environ 500 membres. Son acte fondateur s'appuie sur la déclaration suivante : " Le premier souci du Cercle de Belgrade est de favoriser la circulation des valeurs de divers courants démocratiques, civils, ouverts, de la société plurielle. Cette circulation ouverte doit promouvoir des activités créatrices indépendantes. "

Dès ses débuts, le Cercle a développé et soutenu des positions critiques contre des idéologies totalitaires, de gauche comme de droite. De même, il s'est opposé à l'intolérance (culturelle, ethnique, politique...), à la propagande de la haine, de l'agression et de la guerre. Il s'est opposé au nationalisme et à l'ethnocentrisme, au nettoyage ethnique, à tout ce qui encourage les crimes de guerre, la destruction barbare des villes et les déplacements forcés sur le territoire de l'ex-Yougoslavie. Toutes les activités du Cercle de Belgrade sont subordonnées à ces objectifs.

La proclamation la plus claire des buts généraux est contenue dans le préambule au *Statut du cercle de Belgrade* :

" Le Cercle de Belgrade est une association qui préconise l'établissement d'une société civile libre, ouverte, pluraliste, démocratique et raisonnable. Le Cercle de Belgrade fait la promotion d'une culture générale de paix, de dialogue et de coopération, aussi bien que de la tolérance politique, religieuse, nationale et d'autres différences. Le Cercle de Belgrade promeut la création des bases institutionnelles pour la protection de tous les droits humains et différences, libertés civiles et des droits des autres. Le Cercle de Belgrade travaille tant sur les aspects théoriques que sur l'affirmation pratique de ces questions et vise à coopérer avec les organismes semblables en Yougoslavie ou à l'étranger. "

Dans les premiers temps, des sessions avaient lieu tous les dimanches. Un voyage de contact a été effectué en 1994 à Sarajevo. A partir de là, le Cercle a publié des textes sur les nationalismes et a constitué un réseau international avec, entre autres, *Transeuropéennes* de Paris, le Cercle 99 de Sarajevo, le Centre juridique de Sarajevo.

Une action de sensibilisation des jeunes sur l'importance de la société civile, de la démocratie et de la participation à la vie citoyenne se fait sous forme de séminaires. Une réflexion engageant plusieurs acteurs est également en cours sur le thème " La paix est possible ". D'autres groupes de réflexion avec des personnalités comme Etienne Balibar ou Jacques Derrida sont mis en place. Ils permettent un échange d'expériences dont les résultats sont communiqués sous forme de publications collectives. Un projet de livre est actuellement en cours. Il a pour but de créer des alternatives d'études indépendantes des pouvoirs, y compris dans le domaine universitaire. Par ailleurs, un partenariat existe avec la Slovénie sur le thème : " Accepter les frontières pour les gommer ". Ce projet vise à recréer des liens. Une douzaine de rencontres ont déjà eu lieu.

Selon Jelisaveta Blagojevic, la problématique actuelle est relative à la culture de la société civile qui est encore perçue comme étant anti-gouvernementale. Elle pense qu'il faut rendre plus lisible et plus visible l'activité des ONG qui ne travaillent pas suffisamment ensemble. Pour elle, plusieurs problèmes persistent ; celui de la création d'une loi structurant la société civile, celui de la place pour des médias indépendants, celui enfin des universités et de l'accès au savoir et à l'éducation.

4.25 Rencontre avec Vesna Golic (Groupe 484), Belgrade - 10 décembre 2001 :

Le Groupe 484 fait partie, tout comme celui des Femmes en noir, de nos principaux interlocuteurs depuis 1991, et ce sont toujours des rapports très chaleureux qui nous unissent.

Le Groupe 484 est une association de citoyens ayant le statut d'organisation non gouvernementale à but non lucratif, fondée en 1995 dans le but d'apporter une aide humanitaire, juridique et psychosociale aux nombreux réfugiés qui affluaient alors en Serbie. Les activités se sont initialement portées sur 484 familles

de réfugiés (d'où l'appellation du groupe). L'objectif était d'organiser un soutien psychosocial (assistance aux personnes devant surmonter les traumatismes dus à la guerre et s'adapter dans un nouveau milieu, soutien et conseils lors du processus de décision concernant le choix entre réintégrer son foyer ou rester dans le pays d'accueil ; ateliers d'initiation à la communication non violente, au respect des différences et à la vie dans des communautés multiethniques, travail avec les enfants présentant des troubles du développement.

En plus de l'aide aux réfugiés et aux déplacés, l'association a commencé très tôt à développer une propagation de la culture de la paix, du dialogue, de l'entente, de la coopération à partir de projets concrets. L'auto-organisation des familles de réfugiés en tant que méthode visant à une résolution durable de leur statut social en est un exemple. La restauration de la confiance en Slavonie orientale, en Baranija et dans le Srem occidental (aide aux habitants de Vukovar, Illok, Tovarnik, Sotin, Miklusevac, Markusica, Cakovac), dispensée par des réfugiés volontaires qui s'engagent directement à assurer la protection des droits humains, aide sociale, juridique et humaine.

D'une manière plus générale, il s'agit notamment de construire de nouveaux fondements non-violents pour reconstruire une société civile. Cela signifie que l'association travaille sur les questions de l'égalité hommes/femmes et sur le droit à la différence, qu'elle défend les principes de solidarité, de tolérance, de démocratie et de responsabilité. Pour cette raison, l'association encourage les hommes à s'investir dans la vie de leur milieu social.

Avec le temps et en accord avec les autres missions, est apparu le besoin de fonder un club dans le but de promouvoir la culture civile. Le " Club 484 " est un lieu de rencontres, de communication et d'éducation, ouvert à tous les habitants de Belgrade. Les activités du club se déroulent dans le cadre d'ateliers et sous forme d'exposés, de cours, de tribunes, de sections, de séminaires. Parmi les thèmes abordés, on peut relever la confiance en soi, le fait de ne plus avoir peur de l'autre mais aller vers lui.

En direction des jeunes, la réflexion se mène autour des questions de l'identité, des droits humains et de la communication, mais également de la non-violence, du regard critique des pratiques de la société civile. Les animateurs sont des intervenants spécialisés, psychologues, sociologues, médecins, artistes, spécialistes dans divers domaines. Une attention particulière est accordée aux groupes sensibles : réfugiés, femmes, enfants, membres de minorités nationales.

Le Groupe 484 développe actuellement trois grands programmes :

- Travail humanitaire s'adressant à la population locale avec pour objectif d'aider les institutions de santé ;
- Soutien juridique et psychologique aux réfugiés et déplacés, recherche de solutions permanentes en matière de législation pour leurs droits et implication des bénéficiaires dans l'activité du Groupe. Une action se fait notamment auprès des populations originaires du Kosovo et de Krajina. Ce travail se fait en partenariat avec le Réseau des Réfugiés de l'Europe du Sud-Est. Une rencontre en juin 2001 des ONG intervenant dans ce domaine a eu lieu et devrait déboucher en janvier 2002 sur des thèmes précis, tel que la législation, l'implantation dans les pays d'accueil et le lobbying auprès des institutions internationales.²⁷
- Développement de la société civile par des actions d'éducation à la non-violence (par exemple, la fabrication de jeux non violents pour les enfants) ; par des actions décentralisées pour que les groupes locaux deviennent autonomes et multiethniques ; par la mise en place de clubs pour la promotion de la société civile au sein des populations. De même, des actions de sensibilisation à la citoyenneté se font avec des enseignants auprès de 54 écoles et dans 32 villes.

Le rapport avec les autres ONG se construit peu à peu et va au-delà de l'urgence qui était liée au combat contre Milosevic. Maintenant il faut faire vite pour assurer la transition vers la démocratie. Cela passe par une société civile forte. Un partenariat existe avec le Réseau ECRE des ONG qui interviennent sur les droits humains au niveau international, ainsi qu'avec le Réseau européen pour les Réfugiés.

²⁷ Selon le Groupe 484, la Norvège, la Suède et la Hollande accueillent correctement les réfugiés alors qu'il y a de nombreux problèmes en Grande Bretagne et en France.

5. Témoignages de gens “ ordinaires ” :

Vilmus Almasi

Rencontré à Tresnjevac, un village au Nord de Voïvodine, le 7 décembre 2001, Vilmus Almasi, un jeune homme au sourire bienveillant raconte, dans une salle à moitié déserte d'un petit café provincial, une histoire qui semble tout droit sortir de l'imagination la plus farfelue de Kusturica. Et pourtant il s'agit là bel et bien d'une histoire réelle, celle d'un groupe d'hommes et de femmes qui, alors que la folie s'emparait de l'ensemble du pays avec le début de la guerre en Slovénie et que la vague des mobilisations massives touchait particulièrement les villages de Voïvodine à majorité hongroise, se sont organisés pour manifester leur désaccord avec la guerre. Tresnjevac, village à majorité hongroise devient alors le symbole de toute une contestation pacifiste. Voici son histoire telle qu'elle nous a été racontée par Vilmus :

Au printemps 1991, commence la guerre en Slovénie. Bien qu'apparemment lointaine cette première guerre suscite déjà bon nombre d'inquiétudes et soulève les premières questions : à qui sert-elle, n'est-il pas insensé de se battre ? C'est ainsi que, dès le début de la guerre en Slovénie, des femmes et des hommes de Tresnjevac, commencent spontanément à se rencontrer dans un café du village où, alors que l'on joue au billard, on réfléchit ouvertement à la possibilité de refuser la participation à une guerre dont on ne comprend ni ne partage les motifs. C'est d'ailleurs plus ou moins à la même époque que Vilmus adressera un courrier aux autorités militaires de la Yougoslavie, leur rappelant que, lorsque à l'occasion de son service militaire régulier, il avait prêté serment, il s'était engagé alors - comme tout appelé de la JNA - à défendre la Yougoslavie contre des attaques extérieures et non à prendre partie dans une guerre civile sur son territoire.

Puis, rapidement, à pas de géant, la guerre se rapproche et le nouveau front s'ouvre à Vukovar, à une centaine de kilomètres à peine de Tresnjevac. Avec l'éclatement de cette nouvelle guerre, JNA, l'armée yougoslave, qui n'incorpore plus pour des raisons tout à fait évidentes les jeunes d'origine croate, commence à mobiliser massivement en Voïvodine.

C'est ainsi que peu à peu la police augmentera le contrôle autour du village et de ses environs. Rien qu'à Tresnjevac sur 2200 habitants, en pleine campagne de mobilisation qui restera forte jusqu'en mai 1992, 200 jeunes ont été appelés à prendre les armes.

C'est alors que les femmes organisèrent, le 10 mai 1992, une grande manifestation pour protester ouvertement contre l'enrôlement de leurs enfants dans la guerre. A cette occasion une pétition rédigée en cinq points est lancée. Elle exigeait :

- L'arrêt de la mobilisation générale ;
- Le rapatriement de ceux qui ont dû partir au front ;
- La résolution pacifique du conflit avec la Croatie ;
- La création d'un groupe anti-guerre ;
- Des explications quant aux raisons du conflit.

A partir de cette date les jeunes de Tresnjevac ont, quant à eux, “ assiégé ” avec l'aide d'une bonne partie de la population (jusqu'à mille personnes sont venues les soutenir) le “ Café Billard ”, où ils resteront 62 jours. Pendant les trois premiers jours du siège, quelque 80 blindés et tanks de l'armée yougoslave se sont positionnés autour du village, pour mener une guerre psychologique visant à décourager l'action menée par la population de Tresnjevac. Ils ne partiront que parce que les médias furent alertés - la télévision hongroise et la BBC rendant compte de cet événement.

Durant le siège, pour parodier la création de nouvelles républiques sur des bases nationalistes, les jeunes décidèrent de créer une république qui ignorerait les frontières qu'ils ont baptisé du nom de “ République Spirituelle Zitzer ”. Sa création étant déclarée, la République Spirituel Zitzer a été dotée d'un emblème - trois boules de billard - et d'un hymne : le Boléro de Ravel. Plusieurs actions pacifistes de soutien aux déserteurs et de recueil de témoignages ont pu ainsi être menées.

Plusieurs manifestations et activités culturelles ont pu également avoir lieu dans les locaux mêmes du café qui, au-delà d'un lieu de contestation est devenu également un lieu d'échanges et de rencontres. Comme a remarqué Vilmus, lorsque l'on reste ensemble pendant 62 jours, on a le temps de penser, de discuter, puis de penser de nouveau.

Sur les 200 personnes mobilisées dans cette action, cinq firent de la prison : trois Slovaques, un Serbe et un Hongrois en la personne de notre interlocuteur et - nous voulons l'ajouter - notre ami Vilmus. Avant d'être condamné à quatre mois de prison, Vilmus, qui a été à plusieurs reprises - entre mars et septembre 1993 - convoqué devant les tribunaux militaires, a su avec beaucoup de bon sens et avec une bonne dose d'humour repousser la date de son incarcération en s'appuyant toujours sur les failles du système judiciaire d'un état en pleine décrépitude. Dans un premier temps, Vilmus, qui pourtant parle parfaitement bien le serbo-croate renvoie son procès en s'appuyant sur une loi qui lui accorde le droit d'exiger la présence d'un traducteur ; puis c'est la présence d'un médiateur de conscience qu'il imposera au tribunal qui, ne pouvant pas lui en fournir, décide de repousser le procès à une date ultérieure. Ce match intelligemment mené avec la justice d'un pays qui se fait piéger lui-même par ses discours hypocrites selon lesquels la Yougoslavie n'est pas en guerre - aucune déclaration officielle n'ayant eu lieu - fait partie intégrante de l'engagement que Vilmus a pris pour la paix et la justice réelle dans son pays. C'est ainsi que lorsqu'il a épuisé tous les moyens légaux de recours, Vilmus se rend lui-même à la prison de Subotica pour montrer qu'il est prêt d'assumer pleinement sa décision de refuser les armes et que donc, au nom de ce refus, il se soumet à la peine prononcée contre lui.

Isolé au début de son emprisonnement, il demande à ses amis qui font une grève de la faim pour protester contre les mauvais traitements auxquels il est exposé, d'arrêter cette grève avec laquelle ils ne font qu'empirer sa situation. Petit à petit les conditions de son incarcération s'améliorent, ses amis vivant en Allemagne ayant recueilli une importante somme d'argent grâce à laquelle la prison de Subotica le loue pour 100 DM par jour à un employeur - qui paie la prison avec l'argent recueilli par ses amis - ce qui permet à Vilmus de quitter les jours ouvrables l'univers carcéral.

Vilmus parle de ses souvenirs, produit des analyses brillantes, garde le sourire et l'ouverture d'esprit de ceux qui sont restés intègres. Puis il sourit et parle de la construction de sa maison, des travaux des champs. Il passe du serbo-croate au hongrois et salue tous ceux qui entrent dans le café du village ; puis il nous confie qu'il est heureux d'avoir pu nous rencontrer et que lorsque les esprits se rencontrent les frontières disparaissent. Merci Vilmus pour cette leçon de tolérance et de sagesse !

Zdravko Marjanovic

Comment dire le témoignage de Zdravko que nous avons rencontré à l'occasion de la table ronde organisée par la Société de Tolérance dont il est le président ? Comment situer le discours de cet homme qui, à force de porter en lui la déchirure de sa ville, Backa Palanka (Voïvodine) - séparée désormais par une frontière fluviale d'Ilok, la ville croate - sombre parfois dans un discours accusateur d'un seul nationalisme, le serbe, comme s'il pouvait, en le condamnant sévèrement, se libérer d'un passé trop lourd à porter ? Quel sens faut-il donner aux propos de Zdravko qui entremêle volontiers des souvenirs personnels avec ceux des événements suite auxquels la ville de Backa Palanka, située à quelques kilomètres de Vukovar, est devenue l'épicentre d'une stratégie féroce, visant non seulement la destruction totale d'une ville (devenue désormais le symbole d'une guerre totale entre le nationalisme serbe et le nationalisme croate), mais aussi et surtout l'éradication définitive de toute perspective d'une vie en commun entre les Croates et les Serbes.

Zdravko, a ressenti puissamment les années qui présagèrent la guerre. Pour lui, il y a eu tout d'abord une période de léthargie. Celles de la préparation minutieuse et programmée d'une guerre visant la création des états ethniquement purs. C'est ainsi que le nettoyage ethnique a commencé au sein, tout d'abord, de la JNA, armée fédérale, qui s'était débarrassée progressivement de tous les éléments non-serbes, puis au sein de la population. Des provocations de la JNA suivirent, associées à des politiques d'intimidation, notamment celles menées en Croatie. Ces politiques ont eu pour conséquence prévisible le début du déplacement des populations qui, ne pouvant plus subir des brimades et des attaques consécutives quittaient leurs foyers pour rejoindre les zones où elles constitueront une majorité. S'appuyant sur une propagande féroce, sur des

manipulations de l'histoire, ces politiques menées de part et d'autre ont réussi à pérenniser la stigmatisation des gens d'en face qui deviennent désormais des ennemis à abattre ou, du moins, à fuir.

Zdravko, qui a été président du groupe radio amateur du temps de la Yougoslavie d'avant 1991, observe l'avancé progressive de ce nuage noir des nationalismes guerriers qui s'emparent de son pays, en échangeant avec ses amis du réseau radio amateur, toutes nationalités et confessions confondues, des analyses et des interrogations. Dès cette époque ils se demandent ce qu'il faut faire pour enrayer la poursuite d'une politique qui ne peut que déboucher sur une longue guerre. Ils se sentent alors proches des idées d'Ante Markovic, Croate libéral et chef du dernier gouvernement de la fédération yougoslave dont le projet yougoslave s'appuyant sur des réformes économiques et politiques structurelles a hélas échoué, en 1990-1991, aux élections des diverses Républiques. Dès 1990, Ante Markovic disait, à ceux qui voulaient bien l'entendre, que, compte tenu de l'importance de la crise, la Yougoslavie connaîtra fatalement l'une des deux issues : celle des réformes économiques et politiques, appuyées par la communauté internationale et l'Europe en particulier, qui permettraient au pays de sortir de la profonde crise structurelle dans laquelle il était enlisé depuis au moins dix ans ou celle des programmes nationalistes qui déboucheront fatalement sur les conflits et les guerres. L'histoire nous a hélas montré que c'est la deuxième issue qui a été privilégiée et que donc, pour paraphraser Ante Markovic, ayant raté l'occasion d'européaniser les Balkans, les dirigeants nationalistes mais aussi la communauté internationale ont contribué à la balkanisation de l'Europe.

Dans cette situation incertaine, dans laquelle il était plus que jamais important pour des hommes qui, comme ceux du groupe radio amateur, défendaient, pour la plupart, les mêmes idéaux qu'Ante Markovic - il est apparu plus qu'urgent de créer un lieu d'échanges et de tolérance. C'est ainsi que le réseau radio amateur s'est transformé progressivement en réseau alternatif à part entière qui permettait aux hommes et aux femmes qui défendaient des valeurs non-nationalistes et appelaient au dialogue de se concerter, d'échanger leurs points de vue, d'appeler à la tolérance et à la paix. D'autant plus que dans les années 90-91 il n'était pas toujours facile de savoir et encore moins de définir ce qui se passait réellement ; tenter de comprendre la situation représentait dans ces circonstances un des devoirs principaux pour Zdravko. Lui qui avoue avoir compris déjà à l'époque au moins une chose : " Que si la guerre idéologique a commencé à Belgrade, la guerre physique a commencé chez eux, à Backa Palanka, où plusieurs mois avant le début des premières frappes sur Vukovar, l'artillerie lourde et des canons ont été positionnés et enterrés tout au long de la ligne du Danube en prévision de la guerre. Et qu'il semble bien que le partage des territoires avait été défini à l'avance entre le pouvoir nationaliste serbe de Slobodan Milosevic et le pouvoir nationaliste croate de Franjo Tudjman. Ajoutons seulement que c'est à partir de ces positions que l'armée fédérale tirait nuits et jours sur Vukovar ; ces nuits et jours de cauchemars, qu'il ne pourra jamais oublier et qui le hantent encore.

C'est ainsi que, dès le début de l'année 1993, suite à une rencontre avec Jelena Santic, figure emblématique du pacifisme yougoslave²⁸ et après avoir assisté à une table ronde organisée sur l'initiative des pacifistes de Pancevo rassemblés autour de Mirko S. Mandrino (qui par ailleurs faisait partie du groupe radio amateur) que l'idée est née de transformer le groupe radio amateur en Société pour la tolérance de Backa Palanka. Cependant, il a fallu attendre plusieurs années, pour que cette Société, active depuis 1993, puisse être reconnue officiellement et bénéficier d'un accord d'enregistrement en tant qu'association qui n'intervint qu'en 1997.²⁹

Dans Ilok, de l'autre côté du Danube, qui se trouve désormais en zone croate, Zdravko a toujours des amis à qui il peut depuis quelque temps rendre régulièrement visite grâce à un laissez-passer dont il semble être fier et qui lui a été accordé parce qu'il habite en zone frontalière. Cependant, et alors que le Danube n'est plus pour lui une frontière infranchissable, son regard se trouble lorsqu'il s'arrête pour contempler, de la rive où quelques années auparavant était positionnée l'artillerie serbe, les lucioles nocturne de la ville croate, celle de l'autre côté, avec une tour imposante de son église. Il se laisse alors envahir par les souvenirs de sa jeunesse, où il fréquentait, juste à côté de cette église, le bar de ses premiers amours. " De l'endroit où on se trouve partaient régulièrement des barges pour amener les habitants des deux villes d'une rive à l'autre. A

²⁸ Décédée récemment.

²⁹ Dans plusieurs pays de l'ex-Yougoslavie, des associations n'ont pu obtenir l'enregistrement de leurs statuts ; ce qui fait que leur date de création n'est pas forcément celle qui apparaît. Ainsi à Tuzla, en Bosnie-Herzégovine l'association " Pomoc Tuzlanskim Skolama " qui organisa les séjours pour les enfants victimes de la guerre entre 1994 et 1999 avec des structures en Europe occidentale n'est toujours pas enregistré en tant que telle.

présent, la rivière nous sépare bien que récemment un pont ait été construit un peu plus loin. Mais ce n'est plus pareil ! Ce ne sera jamais pareil !”

Quelques minutes auparavant il nous a raconté sa tentative à lui de reconstruire, à une petite échelle humaine, un autre pont brisé : celui qui permettait, il y a quelque temps aux populations serbes, croates et musulmanes de vivre ensemble en Bosnie-Herzégovine. “ Mes grands-parents serbes vivaient en Bosnie et ce ne sont que mes parents qui se sont installés en Voïvodine” - nous a-t-il confié. “ Le meilleur ami de mon grand-père était son voisin musulman. Lorsque mon père devait se faire baptiser, mon grand-père a demandé à son ami s'il acceptait d'être le parrain de l'enfant. C'est ainsi que, par les liens de parrainage, cette famille musulmane est devenue la nôtre. Je connaissais cette histoire car elle m'a été racontée par mon père mais je n'ai jamais eu l'occasion de connaître les descendants de l'ami musulman de mon grand-père. Après les accords de Dayton, à l'époque où mon fils devait se faire baptiser, j'ai décidé de retrouver cette famille musulmane et lorsque je l'ai retrouvé j'ai demandé au petit-fils de l'ami de mon grand-père s'il acceptait d'être à son tour le parrain de mon enfant à moi. Il a accepté et une grande amitié en est née. Je sais que ce n'est pas grande chose mais pour moi ça a toute une importance. D'autant plus qu'à la guerre j'ai perdu un frère qui était dans l'armée croate alors que mon fils a été mobilisé dans l'armée fédérale” ajoute-t-il.

Aujourd'hui, nous confie Zdravko, “ il devient très important que les gens puissent parler, qu'ils puissent dire ce qu'ils ressentent, qu'ils puissent s'exprimer. Il faut qu'ils puissent extérioriser par les mots ce qu'ils portent en eux, même s'ils ont à exprimer des haines, des préjugés et des méfiances enfouis. Le silence c'est ce qu'il a de plus dangereux. ” Puis, comme s'il fallait conclure, il cite Marko Miljanov, ce poète monténégrin qui a dit : “ *Jumaštvo je kod braniš sebe od drugoga. Cojstvo je kada branis durgoga od sebe.* ” (“ L'héroïsme c'est lorsque tu te défends contre l'autre, l'humanité c'est lorsque tu défends l'autre de toi-même ”).

Témoignage de Milan, un Albanais de Voïvodine

Que dire de Milan que nous n'avons pu côtoyer que l'espace d'un bref instant, certainement trop éphémère pour saisir la richesse qui émanait de cet homme ? D'autant plus que ce dernier n'était pas de ceux qui crient leur histoire sur les toits. Il était assis là, dans un restaurant au bord de Danube séparant Backa Palanka en Voïvodine d'Ilok, la Croatie avec son regard porté vers l'intérieur dans lequel même les plus aveugles pouvaient aisément lire une certaine tristesse, voire même une certaine souffrance - pour ne pas dire une souffrance certaine - à laquelle lui-même ne saurait probablement donner de nom. Nous l'avons entr'aperçu pour la première fois à l'occasion d'une table ronde organisée par la Société de la Tolérance de Backa Palanka (dont il est membre), où, sans participer à la discussion, il captait attentivement les mots de chaque intervenant. Puis, alors que Zdravko Marjanovic et Mirko Mandrino échangeaient vivement les propos quelquefois passionnés, nous avons vu Milan partir vers ce que l'on pourrait appeler un nul part, ce territoire intérieur douloureux mais oh combien plus riche que l'agitation d'un monde sans valeurs ni repères !

Son histoire, qu'il nous a confiée en peu de mots, comme si une seule formule lapidaire pouvait résumer une vie entière ressemblait à beaucoup d'histoires de ceux qui ont tout perdu ou plutôt de ceux qui n'ont plus rien à perdre !

Milan, albanais de confession catholique, s'est installé comme boulanger en Voïvodine en 1975 où, selon les dires de certains, il fabrique le meilleur, le vrai *burek* de la région (que nous n'avons hélas pas pu goûter !). Puis, avec les années de Milosevic, on lui retire peu à peu le droit à la citoyenneté et le droit au travail ; on va même jusqu'à pousser l'employée qui travaille depuis des années dans sa boulangerie à ne plus travailler chez un “ *siptar* ”³⁰. Le cercle vicieux des violences morales et des procédés d'intimidation se met donc en place, avec pour objectif d'expulser Milan de Backa Palanka, cette ville où il a posé l'ancre de sa vie au moment où, tout comme son Kosovo natal, elle faisait partie du territoire de la Yougoslavie d'avant 1991.

³⁰ Non péjoratif pour un albanais.

Bien que stigmatisé comme un juif du temps des nazis, Milan n'a jamais songé à quitter ni sa boulangerie ni sa ville. Pouvait-il faire autrement, lui dont les enfants ne parlent même pas albanais, car élevés en Voïvodine, la multiethnique, dans un esprit citoyen ? Pouvait-il faire autrement, lui dont les enfants ont dû subir les conséquences de ces années folles pendant lesquelles seuls les nationalistes de tous bords ont gagné un pays ? Ou, du moins, ont pu bénéficier d'un sentiment d'impunité qui leur permettaient de bafouer les droits, d'exclure, voire même de tuer tous ceux dont les noms étaient différents ? Pouvait-il enfin faire autrement, lui qui a fini par ne pas être expulsé du fait de sa religion catholique, mais à qui on a refusé le droit de vivre de son travail ?

Et c'est parce que ni les discours des hommes politiques yougoslaves d'aujourd'hui, ni ceux des représentants des pays occidentaux qui, après avoir appuyer la dissolution de la Yougoslavie veulent actuellement fermer les yeux non seulement sur les revendications souverainistes (celles de Monténégro par exemple) mais aussi sur les violations des droits humains dans ce qu'ils s'empressent d'appeler la démocratie (le régime de Vojislav Kostunica), que Milan garde son regard triste de ceux qui ne peuvent plus compter sur personne. C'est probablement entre autre pour cette même raison qu'il continue à travailler, bien que le cœur n'y soit plus, dans sa boulangerie où, pour attirer une clientèle, il vend le pain et son délicieux *burek* en dessous du coût de fabrication.

Milan, cet homme qui prône la tolérance, aura-t-il un jour droit à une réponse ? Nous la lui devons pour qu'il puisse enfin sentir que nous voulons l'écouter et avoir envie de prendre parole ?

Témoignage de Jusef, Bosniaque de Zavidovici

Nous avons rencontré Jusef dans le train qui nous menait de Zagreb à Sarajevo en passant par Banja Luka et Doboj.

Jusef, un homme d'une soixantaine d'années qui nous est apparu comme une Bosnie en petit : mosaïque de contradictions et bonhomie du regard, volonté de parler avec toujours cet humour qui permet de passer du rire aux larmes, de la mélancolie à la dérision ; cet humour qui permet de dissimuler la tristesse car il n'est pas décent d'étaler les souffrances intérieures et que l'on qualifie souvent d'humour bosniaque. Jusef, le " Sarajlija " (le Sarajevien) qui revenait de Zagreb où il s'était rendu pour effectuer des recherches dans les Archives afin d'avancer l'écriture de son livre (déjà le deuxième) qui témoignerait de la vie de sa commune, celle de Zavidovici.

C'est ainsi que Jusef - livre ouvert sur lui et sur le monde - nous a parlé de l'histoire ; de celle que l'on ignore mais aussi de celle que l'on pervertit pour en faire une arme d'exclusion et de haine ; de ce que cette même histoire lui apporte à lui et de ce qu'elle peut apporter à son pays si seulement elle devenait la *magistra vitae* pour toutes les communautés, si elle leur permettait de mieux vivre ensemble, de comprendre que de tout temps c'est la population qui était victime des violences et des guerres. Puis son regard se trouble lorsqu'il évoque, l'espace d'un instant, des souvenirs douloureux du siège de Sarajevo, le caractère insensé et presque fatal de cette guerre ; après quoi il passe, en un tour de magie à une blague pour dissimuler son gêne : " J'habitais dans la partie devenue désormais serbe de Sarajevo " - nous confie-t-il. " Lorsque j'étais obligé de passer, en laissant tout derrière moi, dans la partie bosniaque de Sarajevo, je me suis mis à la recherche de quelques meubles essentiels (lit, armoire etc.). C'est alors que j'ai vu une annonce dans un journal local faite par un Serbe qui lui, étant lui-même obligé de quitter la partie bosniaque, vendait pour un prix dérisoire ses meubles. Quand je me suis présenté devant lui, je lui ai demandé s'il fallait que je l'appelle camarade - comme à l'époque de Tito - ou Monsieur, comme l'imposait le politiquement correcte de l'époque folle que nous vivions. C'est alors qu'il m'a répondu : Faites comme vous voulez. De toute façon, que cela change-t-il ? Quand je touchais une retraite de 1500 DM on m'appelait alors " camarade ". Actuellement je touche une retraite d'à peine 200 DM, tout comme vous je suis réduit à la misère, et on m'appelle Monsieur ! "

Puis, alors que la police de la République serbe fait irruption dans le train pour contrôler les passeports à la frontière entre la Croatie et la Bosnie (nous sommes entrés par la République serbe) il fait un geste résigné et dit avec un sourire ironique : " Regardez comme ils sont fiers, comme ils défendent leur pays ! ". Jusef nous confie qu'il a du mal à accepter qu'il faille passer tant de douanes et de contrôles de

police lorsqu'il se déplace de Zagreb à Sarajevo. Il se souvient alors, avec une nostalgie non dissimulée, du temps où il pouvait se déplacer d'un coin à l'autre de la Yougoslavie ; ce temps où la Yougoslavie était un pays unique. Aussi, ajoute-t-il : “ Nous n'avons su que critiquer la période de Tito, mais tout n'était pas mauvais alors ! ” Pouvons-nous pour autant, pour nourrir nos classifications simplistes et empressées, classer Jusef parmi les soi-disant “ yougo-sentimentaux ” ? Notre réponse est : certainement non ! Tout simplement parce que nous ne pouvons pas accuser Jusef d'être mal à l'aise lorsque lui, musulman de Bosnie se réclamant d'athéisme, ayant fait par ailleurs - comme bon nombre de gens de sa génération - des études à Belgrade (qu'il dit aimer à cause de l'esprit de ses habitants) est victime de discrimination à Zagreb à cause de son accent belgradois ; on ne peut pas l'accuser non plus de regretter que les camarades d'armes de son fils qui a pourtant combattu dans l'armée bosniaque, le regardent avec méfiance toujours à cause de son accent ; on ne peut pas non plus l'accuser de regretter le temps où il pouvait aller sans visa à Belgrade pour rendre visite à ses anciens camarades d'école. On ne peut pas non plus l'accuser de regretter qu'à cause de la dissolution de la Yougoslavie les archives sur l'histoire de sa commune, Zavidovici - dont il a tant besoin pour mener non seulement à bien ses recherches mais aussi pour avoir accès à sa mémoire, se trouvent désormais dans un autre pays où, à cause de sa petite retraite, il ne peut se rendre qu'en de rares occasions. Finalement, on ne peut pas l'accuser - à moins de se prêter à des spéculations intellectuelles pour des motifs douteux - de regretter d'être réduit à la misère, de vivre dans un pays détruit pour lequel il ne voit pas d'avenir, de dénoncer que de nombreuses usines qui avant exportaient dans des pays du monde entier soient maintenant au mieux en maintenance sinon à l'abandon comme s'il s'agissait de les dévaluer pour qu'elles puissent être vendues aux investisseurs étrangers pour une bouchée de pain.

Et c'est peut être pour cela que Jusef écrit la mémoire de sa commune natale. C'est peut-être toujours pour cette même raison qu'il nous confie être confronté à un terrible dilemme : faut-il publier les résultats de ses minutieuses recherches retraçant la vie économique (industrie du bois), sociologique, mais aussi historique des populations de Zavidovici qui subirent tant de guerres au cours du 20^{ème} siècle ? Car Jusef, lui, connaît le poids terrible de l'histoire et le danger de ses manipulations. Et lorsque nous lui demandons si cela ne le gêne pas (nous étions en pleine période de ramadan) de nous voir manger notre *burek* acheté à la hâte à la gare ferroviaire de Zagreb il fait un geste large de la main puis il dit : “ J'ai assez souffert de faim pendant la guerre pour faire le ramadan aujourd'hui ! ”. Après quoi, nous sortons une mignonnette de brandy et la passons à Jusef qui boit une gorgée au goulot avant de nous la repasser comme s'il s'agissait d'une pipe de paix.

Humeurs poétiques

Paris Balkans

Zagreb, tournée vers l'Ouest, tourné vers son passé,
A la recherche d'une vérité dialogale.
Rijeka qui construit son ouverture vers la Méditerranée,
Des humains qui refuse le repli national.

Sarajevo, ville aux plaies béantes se souvenant de ses peurs
Comme les soirs où les gens déambulent d'un pas pressé
Rappelant ainsi le souvenir où ils étaient la cible des snipers
Mais communauté pleine de désirs, déjouant les fantômes du passé.

Son cœur bat et le nôtre aussi.
Rencontrer cette ville n'est pas un hasard. A Cuj³¹ !
C'est construire le dictionnaire de la vie.
C'est un regard droit dans les yeux. A Cuj ! A Cuj !

Encore des portraits infâmes, des rumeurs.
Mladic et Karadzic affichés dans un café.
Encore un besoin de vérité sur les disparus, sur les horreurs.
De rendre justice face à ce douloureux passé.

Cetinje qui rêve d'un retour à la souveraineté.
Quel qu'en soit le prix, avoir ce toit
Avant de pouvoir meubler, de trouver sa citoyenneté.
N'a-t-on pas assez joué avec l'effroi ?

Backa Palanka qui regarde avec tristesse Vukovar
Sa ville voisine, là où se trouve une famille écartelée.
Voïvodine qui recherche du regard
Les autres, pour une parole encore brisée.

Blessures de femmes, violences d'hommes
Encore et encore le besoin de se regarder en face,
De se dire : on doit se respecter comme
On ne peut détruire indéfiniment pour trouver sa place.

Cicatrices encore visibles,
Se dire que demain est un autre jour.
Pas encore de risibles
Amours.

Balkans qui veulent s'oublier
Et se redéfinir comme Europe du sud-est.
Silences qu'il faudra briser
Pour oser dire ce que l'on est.

Alors avec toi, Shura, Jadranka
Vesna, Déa, Jelena,
Joseph, Boban et Mirko,
Brisons le statut quo
Faisons ensemble le paris des Balkans
Tant qu'il en est encore temps.

³¹ Une exclamation (à prononcer "a tchouille") qu'il serait possible de traduire en français avec "Et bien !", ou "Que faire !" et en anglais avec "Well !".

ANNEXES

- Texte d'Appel de Skoplje du 20 juin 1999
- Lettre du Mouvement de la Paix du 16 octobre 2001 aux ONG de l'Europe du Sud-Est

Appel d'Organisations Non Gouvernementales de l'Europe du Sud-Est et du reste de l'Europe - 20 juin 1999 -

La guerre au Kosovo avec les horreurs de l'épuration ethnique et les bombardements de l'OTAN en République Fédérale Yougoslave ont causé un nouveau traumatisme en Europe du Sud-Est. Les populations de cette région étaient déjà durement éprouvées par une grave crise économique et sociale dans leur marche forcée vers une économie de marché. Une aide économique majeure doit être décidée par la communauté internationale pour permettre le retour des réfugiés et sécuriser les populations voisines qui ont le plus souffert du conflit et de ses dévastations dans le tissu économique.

Nous, Organisations Non Gouvernementales, considérons comme une priorité du moment la prise de mesures concrètes pour permettre à la société civile de la région de s'inscrire dans les processus de stabilisation et de reconstruction.

C'est en (re) dynamisant la vie démocratique de l'Europe du Sud-Est, sur des bases non-nationalistes et dans le respect des droits humains, des droits des femmes et des enfants, des droits des minorités, que seront jetées les bases d'une paix durable.

Pour cela nous demandons :

- Une conférence internationale sur la reconstruction et le développement de toute la région - sans oublier la RFY - avec la participation des représentants de la société civile. Il faut que les populations soient associées le plus rapidement possible et le plus près du terrain à la reconstruction et au développement sur la base de leurs besoins ;
- La création d'un fonds d'aide au fonctionnement et aux projets des Organisations Non Gouvernementales non nationalistes de l'Europe du Sud-Est pour dynamiser la vie démocratique et rendre aux populations la maîtrise de leur destin ;
- Des mesures de confiance pour permettre la détente, le retour à une vie publique normale, et à la sécurisation des minorités ethniques, au premier rang desquels figurent d'importantes mesures de désarmement généralisé, sous contrôle de l'ONU.

Nous nous proposons :

- De formaliser l'existence d'un " réseau de vigilance " entre Organisations Non Gouvernementales de l'Europe du Sud-Est et Organisations Non Gouvernementales de toute l'Europe pour permettre le dialogue, la diffusion d'informations et la solidarité sur des actions et des projets en direction des populations civiles ;
- De lancer l'idée d'une Conférence des Organisations Non Gouvernementales de l'Europe du Sud-Est et de toute l'Europe pour coopérer ensemble à la stabilisation de la région et à la prévention des conflits.

Premiers signataires :

Savka Todorovska, (Organisation des Associations de Femmes de Macédoine),
Bogdan Denitch, (Président de l'Institut pour la transition vers la démocratie), Croatie,
Sonja Lokar (Slovénie, Forum des Femmes),
Ivan Aleksic (Centre des études politiques de Belgrade, Yougoslavie)
Irina Subotic -Belgrade, Yougoslavie)
Jelena Santic -Groupe 484 (Belgrade, Yougoslavie)
Dr Vesna Nikolic-Ristanovic (President, Victimology Society of Serbia)
Vesna Stanojevic, Counseling against family violence, Belgrade (Serbia)
Michel Baumale, Maire de Stain (France)
Arielle Denis, Mouvement de la Paix (France)
Patrick Simon, Mouvement de la Paix (France)

Le Mouvement de la Paix

139 bd Victor Hugo F-93400 SAINT-OUEN
tel : 33 (0)1 40 12 09 12 - fax : 33 (0)1 40 11 57 87 -

Courrier électronique : mvtpaix@globenet.org

Sites Internet spécial Balkans <http://www.paixbalkans.org>

Site national : <http://www.mvtpaix.org>

St. Ouen, le 16 octobre 2001

Le Mouvement de la Paix (France), né en 1949 sur l'initiative de scientifiques, de résistants et d'humanistes est une organisation non gouvernementale qui sensibilise l'opinion publique en menant des actions, souvent en partenariat avec d'autres ONG, qui visent l'abolition de l'arme nucléaire et des armes de destruction massive et qui militent contre toute forme de guerres, de violences et en faveur d'une culture de la paix.

Depuis 1991, le Mouvement de la paix s'est efforcé de nouer des liens avec les associations et groupes anti-guerres des républiques d'ex-Yougoslavie. Notre démarche a été de les inviter pour populariser leurs analyses et leurs objectifs en France, en Europe et dans toutes les tribunes internationales où cela a été possible (ONU, Parlement Européen, rencontres internationales d'ONG). Nous avons envoyé de nombreuses délégations de citoyens et de personnalités dans toutes ces républiques, pendant et après les conflits. Certains de nos comités ont monté des projets humanitaires d'urgence, mais ce qui nous a semblé important a été de fournir des tribunes aux forces de paix d'ex-Yougoslavie pour qu'elles puissent se faire entendre.

Comme ONG pacifiste, il nous semble important aujourd'hui de nouer de nouveaux contacts Or en Europe occidentale tout comme en Europe centrale et orientale, nous sommes confrontés à des réalités, des enjeux et des situations différentes qui sont parfois très complexes, voire même difficiles. En Europe du Sud-Est, par exemple, la situation en Serbie est nouvelle depuis la mise en examen de Slobodan Milosovic par le Tribunal Pénal International; en Bosnie-Herzégovine et en Macédoine les tensions entre communautés restent très vives. Plus largement, nous sommes confrontés à de nouveaux défis, ceux en particulier qui nous obligent à nous poser sérieusement la question suivante : comment concevoir la sécurité des personnes et comment envisager la résolution des conflits ? Toutes ces questions ne peuvent que souligner tout ce qui nous unit et rapprocher les préoccupations et les intérêts que nous avons en commun.

C'est pourquoi il nous est apparu nécessaire de vous rencontrer afin d'échanger nos analyses respectives, mieux comprendre comment la société civile dans l'Europe du Sud-Est développe ses propres réflexions et actions, dégager éventuellement des axes de travail communs. Cette démarche s'inscrit dans nos initiatives actuelles pour contribuer à la construction d'un nouveau réseau européen pour la paix. Nous aimerions particulièrement avoir un échange avec vous sur les questions suivantes :

- Quelle est la situation actuelle des populations dans l'Europe du Sud-Est : où en sont-elles ? A quoi ressemble leur vie quotidienne ? Comment y voit-on l'avenir ?
- Par rapport aux populations civiles comment se pose la question de la paix et de la sécurité ? Comment évalue-t-on leurs chances de réussite ?
- Comment peut-on favoriser à la fois **la co-sécurité et la co-développement dans la région et sur le continent européen ?**
- De quelle manière sont perçus les enjeux et les conséquences du Pacte de stabilité pour l'Europe du sud-est ?
- Quel rôle et quelle place doivent tenir des institutions comme l'O.N.U. et l'O.S.C.E. par rapport à ces enjeux de paix et de sécurité humaine ? Quel regard porte-t-on sur l'OTAN et l'Union Européenne ?
- De quelle politique de sécurité commune avons-nous besoin en Europe ?

Toutes ces raisons et bien d'autres nous incitent à prendre contact avec vous en vous faisant part de notre désir de vous rencontrer. Notre organisation propose qu'une délégation de deux à trois personnes se rende dans votre pays afin de vous rencontrer. Nous souhaiterions pouvoir le faire dans la deuxième quinzaine de novembre 2001 selon un calendrier que nous pourrions établir ensemble.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous indiquons l'adresse de notre site Internet où se trouve l'essentiel de nos contributions concernant les Balkans : <http://www.paixbalkans.org> .

Veillez agréer nos plus chaleureuses salutations pacifistes.

Pour le Mouvement de la Paix, sa commission Balkans :

Arielle Denis
Membre du Secrétariat du Mouvement
arielle.denis@internatif.org

Patrick Simon
Membre du Bureau du Mouvement
Contact@patricksimon.com